



Clova: une rangée de maisons vides le long d'une rue imaginaire. Et toujours les épinettes!

ROCH CÔTÉ

Le paradis ne s'appelait pas Clova mais presque. Dans ce village fichu au milieu de nulle part, entre Senneterre et La Tuque, par la grâce de Dieu et de la C.I.P. (Canadian International Paper), le lait jadis était gratuit. Et tout aussi gratuit que la manne, le bois de chauffage pour l'hiver, la glace pour l'été et même l'électricité.

Aujourd'hui, quand vous débarquez à Clova, le chef de train vous prévient: «Vous allez voir un beau village fantôme». C'est encourageant, surtout quand on vient d'entendre un de ces grands jaseux, comme il y en a toujours dans les trains, qui garde tout le monde éveillé et qui vous lance, comme ça, au milieu de la nuit, les yeux fixés sur l'interminable défilé des arbres: «A partir d'Hervey Junction, tu vois tout le temps la même maudite épinette, jusqu'à Senneterre. C'est le même arbre». Le même arbre sur 500 kilomètres!

5 h 40 du matin. Après les épinettes et tout de même quelques trembles et bouleaux, après des arrêts mystérieux dans des endroits sans nom où sont montés ou descendus quelques Indiens, le train arrive enfin à Clova, maillé de pans de neige et de glace comme s'il venait de traverser la Sibérie.

A travers le nuage de vapeur de

la locomotive, la gare apparaît, rassurante avec son air ancien et même coquet, ses petits bouquets aux fenêtres. Tant pis pour les amateurs de fantômes!

Quelques marchandises sont déchargées sur une camionnette. Des boîtes pour l'épicerie, de grands sacs de nourriture pour chiens. Clova, ses fantômes, ses chiens et ses habitants (si ça se trouve!), ne sont alimentés que par train depuis que la route est fermée.

L'épicerie de Clova est à cent pas de la gare. L'antique et longue maison de bois qui sert de magasin a gardé quelque apparence de ce que fut à la belle époque de la C.I.P. le magasin général. La porte grande ouverte laisse entrer les marchandises et les vagues de froid du petit matin. «Ça prend du monde toffe pour vivre ici», me dit calmement Jacques Rivet, dans la belle soixantaine, qui occupe son temps à l'épicerie.

Ça prend du monde toffe, surtout depuis que Clova a été vendu, vendu comme on se débarrasse de quelques arpents de neige, depuis qu'on est oublié du monde et qu'on reste une poignée d'irréductibles, à peu près 75 personnes, dans un bled sans maire, sans curé et sans pompiers. Le seul chef à Clova règne sur la gare.

Avec le jour, le village apparaît sur ses collines douces, dans une sorte d'oasis enneigée, encerclée de toutes parts par la ligne noire et inévitable des épinettes. Tou-

jours le même arbre! Il flotte au dessus du petit hameau aux maisons foncées et clairsemées une sorte de mélancolie, comme s'il y avait la trop d'humilité, dans un paysage rudimentaire et comme inachevé.

D'un côté la colline de l'école, de l'autre celle de l'église, un chemin principal et des rues imaginaires que bordent encore des maisons vides. Entre ces collines et le lac Duchamp qu'entourent quelques habitations, le chemin de fer, l'indispensable chemin de fer qui garantit qu'au bout là-bas, passé l'immense solitude, il y a toujours La Tuque et à l'autre bout Senneterre.

Pour une poignée de dollars

Clova n'a pas été vendu pour trente deniers mais presque. Une vente de village, ça ne pouvait qu'arriver là. Si seulement Clova avait eu droit au noble titre de village! Même pas! Clova n'a jamais eu de maire. La C.I.P. est arrivée là en 1925 et en a fait sa place. En 1959, après avoir rasé d'immenses forêts, elle déménageait ses pénates à Maniwaki et en 1978 elle vendait la place, toute la place, ses maisons, ses rues, son aqueduc, son réseau électrique, au bénéfice d'un groupe de pourvoyeurs. Pour à peine 100 000 dollars.

«On n'a jamais vu ça, une vente de village!» lance indignée soeur Jeannine Baillargeon qui dirige la petite école de Clova et sa quinzaine d'enfants. Les nouveaux propriétaires? «Ils nous ont écoeurés, c'est tout ce qu'ils ont fait.» Ce n'est pas un langage de couvent mais il traduit bien ce que pensent la plupart des habitants de Clova. Les pourvoyeurs

ont fait de grandes promesses. Ho! on allait voir de belles choses: les maisons retapées, avec du gazon s'il-vous-plait, un beau village touristique, une «station» pour la chasse et la pêche. Alors Clova qui n'avait jamais été un vrai village s'appela «station Clova».

Au bout de huit années, Clova attend encore ce beau miracle. Ou plutôt ne l'attend plus. «Tout a été négligé, poursuit soeur Jeannine. On nous a haussé les prix pour des services qui sont allés en se dégradant. On a toujours lutté pour un minimum de services. C'est comme si nous autres, on n'était pas du monde.»

Pas du monde, même pas pour les gouvernements. La route de gravier — 210 kilomètres avant d'atteindre l'asphalte — était encore le 20 décembre dernier, fermée sur une longueur de 40 kilomètres. Ni la C.I.P., encore reine en ces lieux, ni la MRC de la Haute-Mauricie ni le ministère des Transports ne voulaient dépenser un sou pour sortir Clova de son isolement.

«Si on était des Indiens, disent les gens de Clova, le gouvernement aurait trouvé l'argent pour ouvrir la route, il l'a ben fait à la Manouane. Et pis la télévision, parlons-en: le fédéral a fourni à la réserve d'Obidjoun une soucoupe pour capter le signal de Radio-Canada. A Clova, on a été obligé de se cotiser pour se payer une soucoupe de \$8000.»

Quant aux services de santé, heureusement que Laurette Tardif, infirmière, a conservé, à 60 ans, le goût pour les missions impossibles. Dans son dispensaire de fortune, une «vraie maison de fantôme», elle dépanne de son mieux la population pas très jeu-

Les irréductibles de Clova

Si on vit encore dans ce «village fantôme» de l'Abitibi, c'est surtout pour la liberté d'organiser sa vie comme on l'entend dans un coin d'Amérique qui ressemble encore à celle qu'ont connue les coureurs de bois et les explorateurs



ne de Clova. Mais quand elle doit s'absenter, fini! Pas de remplaçante... ou celle qu'on envoie de La Tuque, épouvantée par les «fantômes» du dispensaire, ne reste pas deux lunes. Débrouillez-vous! Oui, ça prend du monde toffe....

•On était choyé•

Ah, si seulement on n'avait pas connu le beau temps de la C.I.P., quand la compagnie veillait sur sa petite communauté «en bon père de famille».

«On était choyé, monsieur!» Cécile Fortin, qui a passé sa vie à Clova, laisse tomber ces mots avec toute la charge de rêve, de nostalgie et de bonheur que font naître les meilleurs souvenirs d'une vie.

L'auteur du *Matou*, Yves Beauchemin, a passé son enfance dans le Clova de la C.I.P. «La compagnie, écrit-il dans son dernier livre — *Du sommet d'un arbre* — traitait bien ceux qui la servaient bien.

«Elle était omniprésente. Le gérant faisait office de maire. Le curé était nourri et logé par elle. C'est elle qui entretenait les maisons, les routes, l'école, admi-

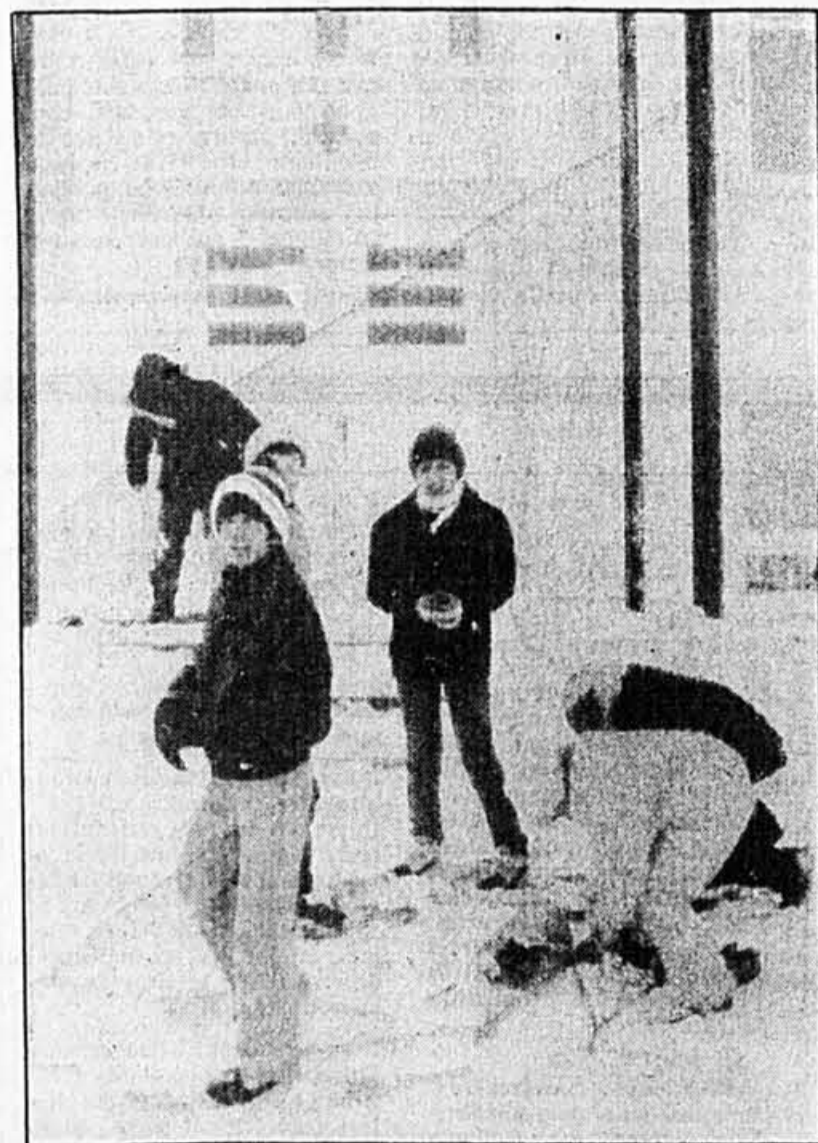
nistrant l'hôpital, approvisionnait tout le monde. Sans la compagnie, rien ne se passait, rien ne se faisait. Les arbres et les cours d'eau lui obéissaient.»

Ils vous le diront tous à Clova, leur malheur, dans le fond, c'est d'avoir connu la belle époque, celle du Club House de la compagnie, des maisons coquettes, «avec du gazon, monsieur», du bel hôpital blanc du docteur Rivard «qui faisait de l'hypnose», de l'immense et odoriférante cuisine du personnel, du grand pique-nique annuel des écoliers. Tiens, il y avait même un championnat de curling, du cinéma, une école pleine et des naissances d'enfants. Un village heureux, dit-on, un pays de labour aussi, de pain quotidien arraché à la forêt, de bûcherons légendaires et à l'occasion plus saouls que Noé, un coin à part où tout appartenait à la compagnie sauf l'air du temps, la liberté de l'espace et les petits bonheurs de l'existence.

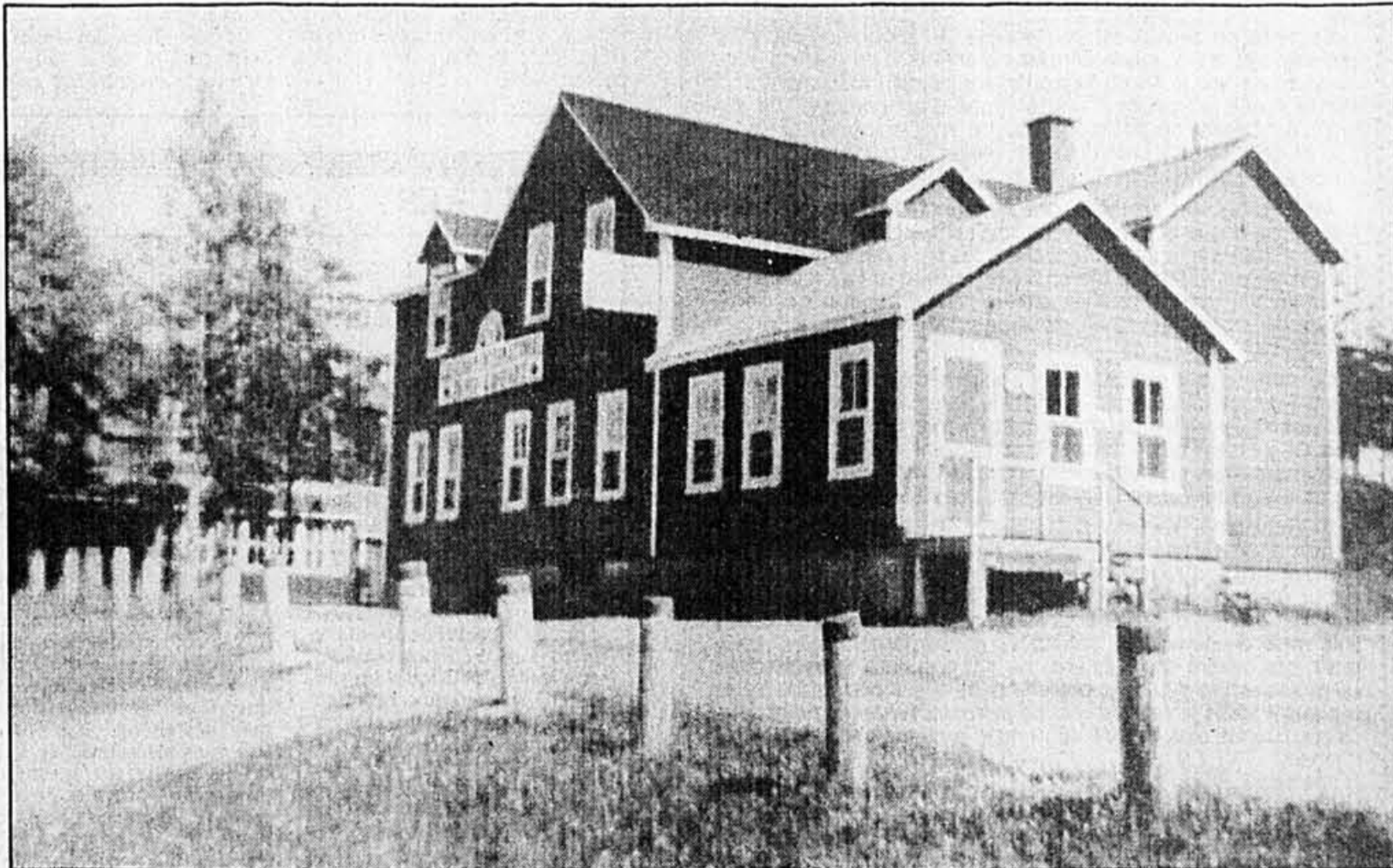
•Ici on est libre•

La liberté de l'espace... Ça, personne n'a pu le prendre encore.

SUITE A LA PAGE B 6



Quelques élèves qui fréquentent l'école Sainte-Thérèse de Clova. Les soeurs de la Congrégation Notre-Dame s'occupent de l'école qui compte une quinzaine d'enfants.



Le Club House de la Compagnie, aujourd'hui disparu

Brian Mulroney, an III

Michel Vastel fait le point sur les réalisations du gouvernement de Brian Mulroney et arrive à la conclusion qu'une bonne administration ne fait pas forcément un bon gouvernement.



B 3

Année difficile pour les Hell's Angels

Pour une troisième année d'affilée, en 1986, les Hell's Angels ont occupé l'avant-scène de l'actualité policière et judiciaire. Sauf que pour eux, les choses n'ont pas marché rondement comme c'était le cas ces dernières années.



B 4

Adieu à l'Année de la paix

C'est un percutant adieu à l'Année internationale de la paix que la revue Medium a publiée dans son plus récent numéro.



B 7

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président éditeur

Michel Roy
éditeur adjoint

Claude Gravel
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc
editorialiste en chef

Éditorial

Entre la pitié et la justice

À Montréal, il a fallu Moisson-Montréal, des Sociétés Saint-Vincent-de-Paul, des générosités de bien des gens pour permettre à nos démunis de passer un Noël un peu moins triste que les jours de l'année. Car le reste du temps, 500 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et des milliers d'autres vivent en vivant avec une aide sociale que tous considèrent trop maigre, vraiment insatisfaisante. Mais l'État manque d'argent...

Car l'État doit s'occuper d'autres gens. Par exemple, des 12 000 étrangers qui sont arrivés au Québec depuis un an et dont une forte majorité est composée de personnes complètement démunies, réclament un dépannage d'urgence, nous apprendait Huguette Roberge dans *La Presse* de dimanche dernier. Que faut-il faire?

Il vaut la peine de citer M. François Rabeau, directeur des ressources à la clientèle des services sociaux du Montréal métropolitain: il exprime ce que la plupart d'entre nous penseraient, très probablement, dans la même situation, face à une jeune mère démunie: «Pouvais-je me permettre de laisser cette jeune femme turque nu-pieds dans la neige, son bébé dans les bras? Comme humain, je dis non. Sur le moment, l'urgent, c'est elle, l'étrangère, et pas le Québécois handicapé ou ces familles d'accueil pour lesquelles l'argent manque. Mais comme citoyen, je me pose des questions...»

Voilà: on se sent déchiré. On ne peut rester sourd à la misère du monde; mais on ne peut, non plus, prétendre lui répondre au-delà de ses propres possibilités et au détriment de ses proches.

Présentement, le Canada accueille plus d'immigrants en situation de besoin qu'il ne peut se le permettre. Mais, ironie de la situation, c'est le Canada qui accueille et c'est le Québec qui paie la note. Le Canada ouvre ses portes parce qu'il ne sait pas comment refreiner le mouvement des immigrants irréguliers qui s'imposent, tout de go, dans nos aéroports; et il s'en lave les mains, refilant ces gens au Bien-être social de la province.

Et alors, ce sont les Québécois qui doivent affronter le problème: accueil ou rejet?

Pour justifier l'accueil, on évoque notre richesse commune face à la misère d'un tiers-monde qui ne quête qu'une infime parcelle de notre avoir collectif. Notre pays est immense et peut recevoir des milliers d'immigrants. On ne peut se fermer à l'appel désespéré de ceux qui meurent de faim.

Par ailleurs, on se dit que le Canada ne peut recevoir le monde entier. Qu'il doit pouvoir choisir ses immigrants. Qu'il ne doit pas se laisser duper par des gens habiles qui se moquent de lui autant que de ceux qu'ils envoient chez nous en affublant ces voyageurs du titre usurpé de réfugiés. Qu'il ne faudrait pas enlever le pain dans la bouche de vrais pauvres pour le laisser à d'autres qui viennent indument se l'approprier.

Le dilemme est grave parce que la situation est fautive: c'est l'inconscience de l'administration fédérale qui fait que le Québec se voit... par une quantité d'arrivants plus grande que ce qu'il peut accueillir pour conserver l'équilibre entre la générosité et la raison, entre les droits de sa population et les exigences de ceux qui réclament l'hospitalité. Ce n'est pas une question d'égoïsme mais de charité mieux éclairée.

Jean-Guy DUBUC

Libérez ces sociétés d'État!

Le Conseil économique du Canada s'est prononcé clairement en faveur de la privatisation de sociétés d'État. Selon lui, des sociétés comme Air Canada, Petro-Canada et le Canadien National seraient plus efficaces si elles appartenaient au secteur privé.

Le CEC n'est pas unanime: trois conseillers estiment que leurs collègues s'inspirent du courant d'opinion néo-conservateur actuellement en vogue. Ils cherchent à sauvegarder les moyens d'action dont les gouvernements ont besoin pour protéger le bien-être économique de la société.

Cette façon de voir est peu réaliste. À l'époque du capitalisme sauvage d'il y a une centaine d'années, une société aussi importante que le CN ou Petro-Canada pouvait facilement spolie le public au profit d'une poignée d'actionnaires. De son côté, Air Canada pourrait, à la rigueur, concentrer ses activités sur les vols les plus profitables et cesser de desservir les communautés excentriques du Canada.

Aujourd'hui, ces craintes sont sans fondement, à moins que l'on pense que le gouvernement soit complètement tombé sur la tête. Tout particulièrement dans ces trois domaines — l'exploitation pétrolière, le transport ferroviaire et l'aviation civile — le gouvernement ne s'est jamais gêné d'imposer des servitudes aux entreprises publiques et privées et à produire des règlements.

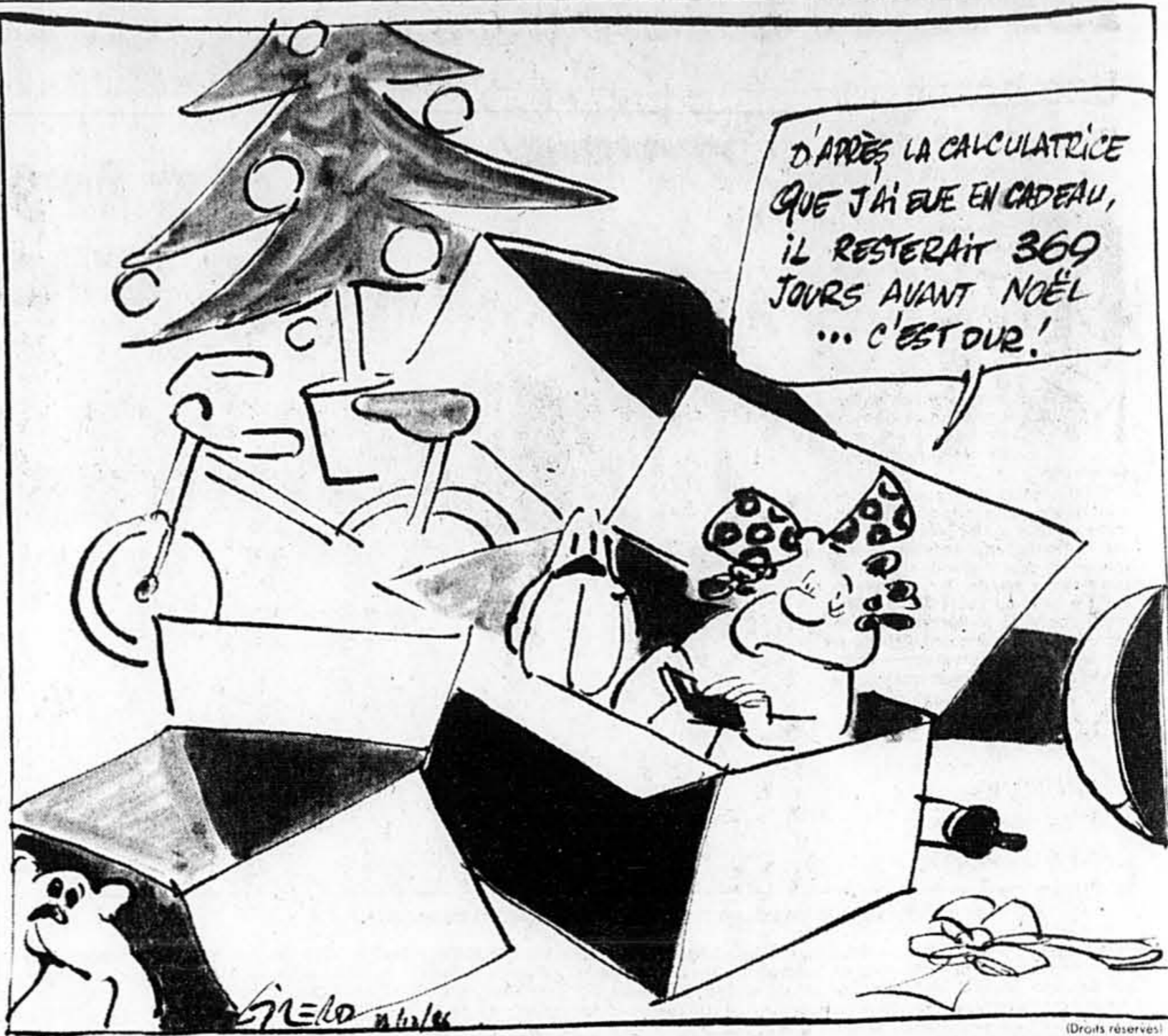
On comprend le penchant des gouvernements pour les sociétés d'État qui devraient, en théorie, mieux se conformer à la politique gouvernementale et mieux servir les intérêts du public. Or, ce n'est qu'un mythe. Trop souvent, les sociétés d'État sont mal gérées et, de surcroît, écrasées par les directives plus ou moins officielles de leurs patrons politiques.

De Havilland, Canadair, Quebecair et Petro-Canada sont autant d'exemples du manque de rigueur dans la gestion gouvernementale. Il faut être sourd et aveugle pour croire que le public était mieux renseigné sur ces sociétés d'État que sur les sociétés privées dont les actions sont cotées en bourse. Quant à la mise en œuvre de politiques gouvernementales spécifiques, ces quatre sociétés sont autant d'échecs retentissants. La privatisation des trois premières doit leur permettre de se replonger dans le monde réel de la concurrence commerciale. Ottawa serait bien inspiré de donner la même chance à Petro-Canada.

La privatisation n'est pas une recette magique. Chaque cas exige une tactique différente pour assurer que les actifs de la société soient utilisés de la façon la plus profitable; il faut également que le gouvernement en tire un avantage financier de la vente de ses actifs. Il n'est pas inconcevable que la privatisation se fasse graduellement et que le gouvernement garde une participation au capital de ses anciennes sociétés captives. Dans bien des cas, cela pourrait être avantageux et pour la société et pour le gouvernement.

Enfin, il est souvent question de la nécessité de replonger les sociétés d'État dans la concurrence comme dans une espèce de fontaine de jouvence. Il arrive aussi qu'une société d'État soit concurrentielle et que ce soient ses liens avec le gouvernement qui l'empêchent d'en profiter. C'est notamment le cas d'Air Canada dont l'expansion est freinée par son manque d'autonomie financière.

Frédéric WAGNIÈRE



TRIBUNE LIBRE

Achetons notre vin aux USA!

■ L'amateur de vin subit depuis plusieurs mois les assauts répétés de l'appétit vorace de la SAO qui se reflète par une politique des prix hors de contrôle. Plus l'amateur développe sa culture vineuse et par conséquent son goût pour les vins fins, plus le produit devient inaccessible sur le plan pécuniaire au point que les chroniqueurs vineux suggèrent d'effectuer nos achats à New York malgré la faiblesse du dollar.

La clientèle a réagi à ces hausses en diminuant la qualité de ses achats; pour les irréductibles qui désirent tout de même se procurer des vins fins à des prix raisonnables, une entreprise offre maintenant une liaison Montréal-New York qui amène les amateurs par autobus nolise auprès de différents marchands de vins réputés. La balle est maintenant dans le camp de la SAO.

Robert CODÈRE
Repentigny

Il faut libérer Rolland Parisien

■ S.v.p. ramenons chez nous le compatriote Rolland Parisien, victime d'injustice et d'un manque flagrant de soins en Thaïlande.

Detenu depuis 7 ans, il réclame avec raison de se faire soigner dans son pays (il a les deux oreilles infectées et les timpanes perforés). La vie de cet homme est entre nos mains.

À la famille Parisien, manifestons notre appui; le peuple canadien et québécois est avec vous de tout cœur.

Le Canada n'est-il pas un pays assez grand et fort pour libérer un simple petit prisonnier?

Pitié pour ce Montréalais que je ne connais même pas, mais dont le récit raconté avec émotion par M. Jules Nadeau (*LA PRESSE*, samedi 13 décembre 1986) m'a fait connaître. Cela m'a bouleversé.

Sylvie LEROUX
Ville-Émard

Pas d'accord avec le critique

À M. Claude Gingras, journaliste
■ Suite à votre article du 5 décembre intitulé «SMCQ: Garant survit à Constant», je tiens à vous exprimer mon profond désaccord sur le jugement que vous portez à la fois sur l'œuvre de M. Schafer et sur l'interprétation de son «Quatuor no. 3» par le Morency.

Ce soir-là, on eut droit à une présentation tout à fait unique et exceptionnelle de ces der-

niers. Devant une telle unité d'ensemble, un tel «sentir», un tel souci de rendre l'œuvre avec justesse, comment peut-on avancer que l'œuvre provoquait l'ennui et le sommeil?

Captif du début à la fin, l'auditoire lui a réservé un accueil délectant (...).

M. Gingras, la réaction et l'accueil de l'auditoire ne comptent-ils pas? Alors, pourquoi ne pas le mentionner? Si vous, vous avez dormi, le public, lui, est demeuré bien éveillé.

Alain GAGNON
Montréal

Pas de place pour l'anglais

■ Les personnes qui préconisent l'enseignement de l'anglais en première année de cours primaire ne sont certainement pas des enseignants. Ceux-ci savent qu'il serait très difficile de trouver une petite demi-heure libre dans l'horaire du programme des élèves. En plus de leurs cours de français, de mathématiques, de sciences humaines, de religion et des arts, ces enfants, dont l'âge varie entre six et sept ans et demi, sont soumis, semaine après semaine, à des activités indispensables à leur bien-être et à leur formation.

Parmi ces nombreuses occupations: la caisse scolaire, la distribution des berlingots et la

dégustation du lait, le gargarisme au fluor, les exercices en cas d'incendie, les séances de photographie pour chacun des élèves de l'école, puis celles de chaque classe ou groupe, la semaine de sécurité avec les policiers (l'association des parents-secours délègue un couple qui va rencontrer les enfants pour expliquer «la sécurité») et l'aide apportée par des personnes-ressources.

De plus, la spécialiste en orthopédagogie se rend dans les classes chercher deux ou trois élèves pour les aider dans leur apprentissage scolaire; pendant ce temps, la titulaire de classe ne peut enseigner aucune leçon nouvelle. Il y a l'infirmière qui visite régulièrement les écoles, s'occupe des cas de surdité, d'obésité, etc., et quantité d'autres activités.

Marcelle LEFEBVRE-L.
Lachine

Lettres courtes, S.V.P.

■ Les lettres sous cette rubrique doivent être courtes. Elles doivent inclure signature, nom complet, adresse et numéro de téléphone. *LA PRESSE* ne peut s'engager à toutes les publier. Les adresser à: Tribune libre, *LA PRESSE*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

LECTURES

La garde montante

PIERRE VENNAT

■ «Alors que, il y a dix ou quinze ans, les entrepreneurs étaient souvent considérés avec suspicion, du moins au sein de la communauté francophone, on leur reconnaît maintenant un prestige, une classe, un mérite semblables à ceux qu'on accorde spontanément aux meilleurs athlètes, aux leaders politiques les plus populaires ou aux représentants les plus illustres des traditionnelles professions libérales. L'entreprise privée a décidément meilleure presse et meilleure réputation que jamais chez nous.»

Raymond Blais, qui vient de se retirer en tant que président de la Confédération des caisses populaires et d'économie du Québec et principal porte-parole du Mouvement Desjardins, sait de quoi il parle. Il a assisté à «l'émergence» des entrepreneurs québécois.

La Corporation professionnelle des comptables en management du Québec a décidé de consacrer un volume à ce phénomène. «L'émergence dans le domaine économique, c'est

la sensibilisation nouvelle des Québécois aux grandes affaires, la confiance installée à demeure et le rayonnement d'entreprises parties à la conquête de nouveaux marchés», peut-on lire dans l'avant-propos.

«L'homme d'affaires québécois nouveau n'est plus un soldat de fortune. Il incarne à la fois le coureur des bois, le découvreur. Dans ses affrontements, il a l'esprit chevaleresque. Il se bat farouchement, mais il a changé. Il a plus de fini dans ses approches, il est moins replié sur lui-même, plus ouvert, plus fier de sa légitimité. Il émerge de sa coquille avec une tranquille assurance. Il a appris l'art de se maîtriser.»

Yvon Marcoux, président du conseil de la Chambre de commerce de Montréal et nouveau président et chef de la direction de la Société générale de financement, reprend le thème de la «garde montante», cher à l'ancien ministre des Finances, Jacques Parizeau.

Choisi parmi la cinquantaine

de «guerriers de l'émergence» pour exprimer son point de vue sur le nouveau phénomène, Yvon Marcoux écrit qu'à son avis, le départ de cadres anglophones vers Toronto et la restructuration des activités des entreprises d'envergure nationale pour reconnaître, sur une base divisionnaire, la réalité québécoise, ont eu comme effet, dans les années 70, de créer d'excellentes possibilités d'emplois et de promotion pour les nôtres.

«Pour les jeunes cadres francophones, les années soixante-dix s'avèrent une excellente école. Forts de l'expérience de ces temps difficiles, mis en confiance par dix ans de progression rapide, ces jeunes cadres se retrouvent, au début des années quatre-vingt, dans une proportion exceptionnellement élevée dans les postes de commande de l'économie québécoise.»

M. Marcoux n'est pas le seul à exprimer un point de vue intéressant parmi les nombreux collaborateurs de cet ouvrage qui semble, cependant, bâclé.

Certains des textes présentés donnent une impression de mauvais devoirs. Le nombre de collaborateurs, presque une soixantaine, aurait pu facilement être réduit à 25 sans que le livre y perde. Au contraire, il y aurait probablement gagné en substance.

Par ailleurs, la dimension humaine manque chez plusieurs des auteurs, sans doute faute d'espace. Mais fidèle à ses habitudes, Raymond Blais, quant à lui, s'y est attardé, comme s'il voulait laisser une mise en garde à ses collègues du monde des affaires au moment de les quitter!

«Il ne suffit plus de créer des entreprises viables et efficaces: il faut aussi aménager des milieux de travail sains, sûrs, créateurs, ouverts et dynamiques, répondant aux besoins d'autonomie, de valorisation et de motivations des ressources humaines de maintenant. Il ne suffit plus d'organiser des chaînes de travail standardisées ou robotisées, il faut répéter l'initiative et le génie, les motiver et permettre leur mise en œuvre pratique.»

Guerriers de l'émergence, sous la direction de la Corporation professionnelle des comptables en management du Québec, Éditions Québec-Amérique, 482 pages.

Brian Mulroney, An III

Une bonne administration ne fait pas forcément un bon gouvernement

MICHEL VASTEL
du bureau de La Presse
OTTAWA

Le gouvernement de Brian Mulroney a trouvé son rythme de croisière, mais on ne sait toujours pas où il va.

Qu'il s'agisse de «réconciliation nationale», de «renouveau économique», de «justice sociale» ou de son «rôle sur la scène internationale» — les quatre grands thèmes de son premier mandat — le gouvernement a pris, au cours des derniers mois, une série de décisions importantes qu'il est cependant difficile de replacer dans un programme cohérent d'action gouvernementale.

«Si vous comparez ma situation à celle de Jacques Chirac, de Margaret Thatcher ou de Ronald Reagan, je

Mulroney trouve que ça va plutôt bien pour lui

pense que ça va plutôt bien pour moi», a dit récemment le premier ministre aux journalistes de la Tribune de la presse parlementaire. Mais la n'est pas la question : ce qui compte, c'est de savoir où en sont les Canadiens. Il n'y a justament pas de réponse à cette question puisque, hormis les affaires courantes, de mieux en mieux administrées, les grandes questions en sont toujours au stade du «livre blanc», du «document d'orientation», ou même du projet le plus secret, comme dans le cas de la réforme constitutionnelle.

Cette nouvelle session, lancée le 1^{er} octobre par un discours du trône, a d'abord été précédée par deux événements importants : la formation d'un nouveau cabinet, le 30 juin dernier, a donné de l'assurance aux principaux ministres qui, certains d'être enfin à leur place jusqu'aux prochaines élections, donnent le meilleur d'eux-mêmes ; et l'élection d'un nouveau président à la Chambre des communes, de même que l'indépendance accrue dont jouissent les comités parlementaires, ont permis aux élus de participer plus efficacement à l'exercice du pouvoir.

Ajoutées à ces deux événements, la confirmation massive du leadership

Le CF-18 a laissé des cicatrices profondes

de John Turner sur le Parti libéral, et la vague de sympathie — symbolisée par l'arrivée d'un Québécois dans son caucus — dont jouit le NDP, confirment que les institutions fédérales, de l'Exécutif et du législatif, se portent mieux que jamais.

Mais d'où vient, alors, que le gouvernement soit toujours aussi mal perçu dans l'opinion publique canadienne et que le premier ministre demeure le moins populaire des trois chefs de parti ? Pour reprendre la comparaison de M. Mulroney lui-même, personne, des Français, des Britanniques ou des Américains, ne doute que M. Chirac, ou Mme Thatcher, ou M. Reagan ne soient d'abord intéressés à la grandeur et à la prospérité de leur pays. Il est certain que le premier ministre se préoccupe lui aussi de la grandeur et de la prospérité du Canada, sans perdre de vue toutefois les soucis que lui inspirent son image personnelle et la popularité de son parti auprès de l'électorat.

Réconciliation nationale

Tout le monde convient, en particulier les premiers ministres provin-

Les négociations piétinent avec les États-Unis

ciaux, que le climat des relations fédérales-provinciales s'est considérablement amélioré depuis l'arrivée de M. Mulroney — ou le départ de M. Pierre Trudeau? — du 24 Sussex Drive à Ottawa. Mais les trois derniers mois ont vu ressurgir des tensions qui ont mis en péril les efforts du sénateur Lowell Murray, ministre des Relations fédérales-provinciales, pour préparer le terrain à un «rapatriement du Québec» à la table des conférences constitutionnelles.

La décision d'octroyer par exemple le contrat d'entretien des chasseurs CF-18 à Canadair, plutôt qu'à ses concurrents de Winnipeg ou de Halifax, se justifiait sans doute au plan économique. Mais la façon



«Si vous comparez ma situation à celle de Jacques Chirac, de Margaret Thatcher ou de Ronald Reagan, je pense que ça va plutôt bien pour moi», a dit récemment le premier ministre aux journalistes de la Tribune de la presse parlementaire.

dont on a jete les «petites» provinces contre le Québec ont laissé des cicatrices profondes, en particulier dans l'Ouest.

La décision du premier ministre d'intervenir dans le dossier de la langue au Québec se justifie pour un homme qui se sent profondément «Québécois et député du Québec», mais elle inquiète le sénateur Murray, au même titre d'ailleurs que la vigueur avec laquelle certains députés conservateurs veulent relancer le débat sur la politique des langues officielles à Ottawa.

Enfin, le gouvernement du Québec a eu l'impression de se faire «jouer» dans le dossier de la pérennité lorsqu'il s'est rendu compte que les vagues promesses de M. Mulroney à Vancouver ne correspondaient pas forcément aux fermes intentions de son ministre des Finances, M. Michael Wilson.

Renouveau économique

Comme il le rappelait récemment, l'essentiel de la stratégie de relance économique de M. Mulroney repose sur la conclusion d'une nouvelle entente commerciale avec les États-Unis. Or, depuis quelques mois, les négociations piétinent tellement que le premier ministre lui-même n'oserait plus parier sur leurs chances de succès.

Il faudra attendre en février pour la réforme fiscale

La décision des États-Unis d'aller de l'avant avec une taxe spéciale sur le bois d'œuvre a mis en évidence la faiblesse des négociateurs canadiens, en particulier du ministre du Commerce, Mme Patricia Carney. Plutôt que de contester cette taxe, la négociation a donné lieu à une série de compromis de plus en plus coûteux. Et si le négociateur canadien a cessé pour sa part de rendre des comptes à l'opinion publique, son homologue américain multiplie quant à lui, comme dans le cas de GM à Boisbriand, les mises en garde et les ingérences dans la politique intérieure canadienne.

Quant au thème de la réforme fiscale, officiellement lancé en octobre avec un «document de consultation», sa seule originalité, pour l'instant, consiste à ressembler à l'exemple américain. Seul un «Livre blanc», promis pour le prochain budget de février, dira ce qu'il a de canadien. Le débat public, souhaité par M. Wilson, se limite à des rencontres privées du ministre des Finances avec les chambres de commerce et autres «Business Council on national issues».

En grande pompe la semaine dernière, le gouvernement a lancé un «document d'orientation» sur la réforme des institutions financières au Canada. Tout le monde prend pour acquis le décloisonnement de trois des quatre grands «piliers» du système financier sans penser que cette politique est encore à la merci du lobby des grandes banques ou des compagnies de fiducie.

Par ailleurs, il y a sûrement un lien entre la libéralisation des échanges commerciaux, la réforme fiscale, la déréglementation des institutions financières, de nouvelles lois sur les brevets et sur la concurrence, mais on attend toujours que le chef du gouvernement fédéral dise clairement ce que sera l'économie canadienne de demain, dans un

Le bilan de la dernière session est plutôt mince

monde grand ouvert à la concurrence américaine.

Enfin, le gouvernement a fait sa part d'opérations-sauvetage, comme aux meilleurs moments du précédent gouvernement : abolition de la taxe sur les revenus du pétrole et du gaz, création d'un fonds spécial d'un milliard de dollars pour les producteurs de céréales, jugement à la Salomon sur l'avenir des aéroports de Montréal, etc.

Relations internationales

S'il est un domaine où M. Mulroney a réussi dans le passé, ce fut dans ses participations à des conférences internationales : en aout par exemple, à Londres, il joua un rôle apprécié des Canadiens lors d'une conférence restreinte du Commonwealth sur l'Afrique du Sud.

Mais, au Canada, le rôle du gouvernement semble moins reluisant. Débordé par deux chaloupes de réfugiés tamouls à la fin de l'été, le gouvernement promettait une révision d'urgence des lois canadiennes de l'immigration. Les Boeing 747 continuent de livrer à Mirabel et à l'aéroport Pearson de Toronto de pleines cargaisons de «réfugiés» sans qu'aucune révision de la loi ne soit encore intervenue.

Le «rôle constructif du Canada» que M. Mulroney plaçait au troisième rang des objectifs de son gouvernement dans le dernier discours du Trône est par ailleurs entaché par l'indulgence dont il fait preuve à l'égard de ses propres députés associés, même de loin, au commerce d'armes avec les Contras d'Amérique centrale ou le régime iranien.

Et la nomination de l'ancien mai-

Les grandes questions en sont toujours au stade du «livre blanc»

re Jean Drapeau à l'UNESCO ne correspond peut-être pas tout à fait à «une politique étrangère reposant essentiellement sur le respect de nos engagements envers les institutions et organismes multilatéraux dont nous faisons partie».

À sa dernière conférence de presse de l'année, le chef du gouvernement a rappelé les quatre grands thèmes de son premier mandat en oubliant celui de la justice sociale (et en lui substituant celui de «l'efficacité du régime parlementaire»).

En fait, des amendements au Code criminel sur la protection de la jeunesse contre la pornographie et l'ouverture du régime public de pensions aux personnes âgées de 60 à 65 ans, constituent les deux seules réformes concrètes des derniers mois. Récemment, M. Mulroney a indiqué la volonté de son gouvernement d'agir sur la question des garderies mais il attend toujours les recommandations d'un comité parlementaire sur la question.

Le gouvernement sait qu'il a un problème d'image lorsqu'il s'agit de justice sociale et c'est sans doute pourquoi il a immédiatement reporté à son second mandat toute la ré-

Le gouvernement est toujours aussi mal perçu dans l'opinion publique

forme de l'assurance-chômage. Et il a fallu la révolte des députés conservateurs eux-mêmes pour qu'un service essentiel, comme la livraison du courrier en milieu rural, ne finisse pas sous la hache des technocrates de Postes Canada.

En somme, si l'on exclut les déclarations d'intention, qui ne sont à vrai dire que des promesses non encore tenues, le bilan de la dernière session est plutôt mince. Et le menu législatif laissé en plan avant Noël est tellement léger que les députés se sont accordés une semaine supplémentaire de vacances, jusqu'au 19 janvier.

Cela est d'autant plus embarrassant que le premier ministre et le

Ottawa a fait sa part d'opérations de sauvetage

gouvernement n'ont pas été à l'abri, cet automne encore, de mini-scandales : l'affaire Stevens a continué d'empoisonner le paysage politique et ne se conclura guère avant le mois de mars ; les circonstances entourant la construction d'un pénitencier à Port-Cartier ont continué d'attirer l'attention d'une opposition prompte à mettre en doute la sincérité du premier ministre ; et le coût des voyages à l'étranger du chef du gouvernement, comme les \$ 2,6 millions dépensés pour recevoir le président américain en mars 1985 à Québec, ont mis en lumière le goût de ce gouvernement pour le style autant que pour la substance.

M. Brian Mulroney avait raison de dire à sa dernière conférence de presse : «Nous avons pris un important virage». Son gouvernement est effectivement dans la bonne direction. Mais il lui reste du chemin à parcourir avant de se présenter devant l'électorat comme un «bon gouvernement».



Lysiane Gagnon

La révolte des étudiants chinois

«Nous voulons être maîtres de nos propres destinées. Nous ne voulons ni dieux ni empereurs. Nous ne croyons pas aux sauveurs. Nous voulons diriger nos propres vies. Sans cette «cinquième modernisation» qu'est la démocratie, les quatre modernisations ne sont que des mensonges.» — Wei Jingsheng.

Depuis deux semaines, à Pékin, à Hefei, à Nankin, à Shanghai, les étudiants descendent dans la rue pour réclamer, dit l'agence de presse Xinhua, «plus de démocratie»...

C'est un euphémisme, car si la Chine de Deng est moins répressive que celle de Mao, et plus ouverte aux courants extérieurs, elle n'a rien d'une démocratie libérale : on peut très bien flirter avec le capitalisme et la «libre entreprise» sans reconnaître les libertés individuelles. En Chine, on trouve du coca-cola, des cassettes de rock et quelques ordinateurs, Pékin a son Maxim's et son Sheraton, et bientôt l'on y verra des Kentucky Fried Chicken. Ce qu'on n'y trouve pas, c'est, par exemple, un journal, un vrai journal libre, c'est le droit de changer d'emploi ou de ville, le droit à l'opinion, le droit à l'expression...

On peut critiquer certains pouvoirs en place mais seulement si cela s'inscrit dans une démarche gouvernementale. Ainsi, il est de bon ton, ces temps-ci, de dénoncer l'inertie des cadres qui résistent aux mots d'ordre de modernisation industrielle. On peut maintenant évoquer librement les années noires de la Révolution culturelle, mais c'est seulement parce que le pouvoir a changé de mains, et que la faction dominante a intérêt à maintenir vivant le souvenir atroce de cette période.

En réclamant, comme le disaient leurs banderoles, «la liberté» et «la démocratie», de même que le droit de former leurs propres associations, parallèlement aux organisations officielles qui encadrent la jeunesse, les étudiants provoquaient directement et la police et le pouvoir. Les deux ont réagi. A Shanghai, la police a frappé durement, et le Quotidien du Peuple vient de condamner le mouvement.

Rien d'étonnant : à Pékin, les locaux du Renmin Ribao (le Quotidien du peuple) sont situés dans un complexe militaire où l'on ne pénètre qu'avec une autorisation spéciale, et ses rédacteurs, affables mais stricts, vous récitent mot à mot le discours du parti. Les seuls moments émouvants d'une visite au Renmin Ribao seront le récit de sa naissance, et la visite des ateliers. Le chef de la production vous montre la «une» du premier numéro, fabriqué en 48... Il en était, typo militant dans l'Armée rouge. Dans les humbles ateliers noirs de poussière, le journal se fait au plomb, naissant encore chaque jour physiquement sous vos yeux, dans le pays même qui a vu naître l'imprimerie...

Au China Daily News, situé à quelques pas de là, on a l'air plus relax, mais c'est parce que le journal, en anglais, est de facture plus moderne. Ses 100 000 exemplaires, contrairement aux cinq millions du Renmin Ribao, s'adressent surtout à l'étranger. C'est en quelque sorte la «vitrine» du régime : il reste le fidèle porte-parole du pouvoir, et ses textes critiques correspondent toujours aux tendances dominantes.

C'est la deuxième fois depuis la fin de la Révolution culturelle que la Chine est traversée par des manifestations au nom de la démocratie. En 1978, à la faveur du dégel inauguré par Deng, les jeunes, à Pékin comme ailleurs, avaient commencé à réclamer la démocratisation du régime, en affichant leurs pamphlets et leurs pensées sur les dazibao.

C'était aller trop loin, trop vite : le mouvement allait être durement réprimé, et son leader, Wei Jingsheng, condamné à 15 ans de prison. Il y est encore, dans le silence et l'anonymat où sont enterrés vivants les dissidents chinois : la Chine a meilleure presse que l'URSS, et en plus, comment diable se souvenir de ces patronymes chinois ?

Racisme subtil : les Occidentaux se déchargent la conscience en laissant entendre que la démocratie serait une notion étrangère à la Chine, que tout ce qui compte, non pas pour nous bien sûr mais pour eux, c'est le bol de riz quotidien... et après tout, n'est-ce pas, la Chine n'a-t-elle pas toujours vécu en régime féodal ? (A ce compte-là, s'il fallait que les aspirations démocratiques ne naissent que dans les pays n'ayant jamais connu le féodalisme et la dictature, elles n'existeraient à peu près nulle part !)

Les étudiants chinois ont des problèmes. D'abord la pauvreté, la dureté des conditions de vie, d'autant plus ressentie ces temps-ci qu'on entrevoit l'ombre de la prospérité, dans certains milieux du moins, chez les paysans enrichis, ou les petits commerçants «libres» des villes.

L'université n'est pas gratuite, les places sont limitées, la sélection tient en partie à des facteurs politiques, et l'étudiant n'a pas le choix de son orientation, ni de sa carrière : il sera, comme tous les autres citoyens d'ailleurs, «assigné» à telle fonction, à tel endroit, parfois dans une autre région, et ne pourra en changer sans autorisation. Les diplômés, au moins, échapperont au chômage, dont le taux serait actuellement d'environ 10 p.cent... sans la compensation d'un système d'aide sociale.

Enfin, la pauvreté de la vie intellectuelle : la Révolution culturelle était un mouvement fondamentalement, et fermement, anti-intellectuel. Les campus ont été fermés après avoir été le théâtre d'épouvantables massacres, les professeurs, affectés au ramassage du fumier quand ils n'étaient pas battus à mort, leurs étudiants dispersés à travers le pays, et pendant une décennie, le travail de l'esprit a été à toutes fins utiles interrompu à travers le pays.

Mao lui-même n'a jamais caché le mépris qu'il avait pour les études formelles et les intellectuels. Il estimait que deux ou trois ans suffisent pour une formation universitaire, et avec le temps il empirait : «Qu'a fait (l'empereur) Chin de si remarquable ? s'exclamait-il en 69, il n'a exécuté que 460 érudits ! Nous, nous en avons exécuté 46 000 ! Les démocrates pensent nous insulter en nous comparant à Chin, mais ils ont tort, nous l'avons surpassé !».

Depuis les années 50, les programmes de cours ont été raccourcis, la recherche et l'enseignement, soumis à l'autorité de cadres du parti souvent sans instruction post-secondaire, et même aujourd'hui, les enseignants sont au bas de l'échelle sociale, et la Chine n'a pas plus d'étudiants à l'université que la France, qui est vingt fois moins peuplée ! Tout manque sur les campus : les livres, la tradition académique, les contacts nourris avec l'extérieur... que les jeunes professeurs, premières victimes de la Révolution culturelle, renouent maintenant avec une avidité presque désespérée, conscients de ne jamais pouvoir reprendre le temps perdu de leur vivant.

Une année difficile pour les Hell's Angels

Pour une troisième année consécutive, le gang de motards occupe l'avant-scène de l'actualité policière et judiciaire



ANDRÉ CÉDILOT

Pour une troisième année d'affilée, en 1986, les Hell's Angels ont occupé l'avant-scène de l'actualité policière et judiciaire. Sauf que pour eux, les choses n'ont pas marché rondement comme c'était le cas ces dernières années. Quatre des leurs ont été condamnés à la prison à perpétuité pour avoir éliminé de sang froid six de leurs « frères » de la section Laval au début de 1985 (cinq le 24 mars et un autre le 7 avril).

De fait, l'acquiescement de Robert « Ti-Maigre » Richard, membre influent de la faction de Sorel, à la suite d'un procès de six semaines concernant la tuerie qui a fait cinq morts à Lennoxville, en mars, est sans doute la seule consolation qu'a connue le gang au cours de l'année qui se termine.

Ce procès passera à l'histoire comme l'un des plus retentissants au Québec : pour la première fois, un juré a reconnu avant la fin des délibérations qu'il avait été soudoyé par un proche des... Hell's Angels. Il n'en fallait pas plus pour relancer le débat sur l'opportunité de sequestrer les jurés du commencement à la fin d'un procès; on a aussi remis en question le bien-fondé du fameux secret qui entoure leurs délibérations.

De plus, le long procès a démontré encore une fois que, sans délateur, la police est incapable de lutter efficacement contre les bandes de criminels organisés. L'essentiel de la preuve reposait sur les témoignages de deux anciens membres du clan, Gerry « Le chat » Coulombe et Gilles « Le nez » Lachance, qui ont assisté au massacre qui s'est déroulé au repaire de Lennoxville.

A lui seul, depuis qu'il a décidé de se confier à la police, l'ancien « monarque » des Hell's au Québec, Yves « Apache » Trudeau, a confessé avoir participé à 43 meurtres. Il a aussi fourni des détails sur une quarantaine d'autres. Il connaît tous les dessous du trafic des stupéfiants. Ses révélations ont déjà permis d'ébranler quelques-unes des plus importantes filières de drogues, spécialement celle des Hell's.

Le puissant groupe de motards, né en Californie, n'est pas au bout de ses peines, puisqu'au moins seize autres membres — peut-être un dix-septième, Robert « Snake » Termbly, arrêté récemment en Grande-Bretagne, et qui conteste son extradition — seront mis en accusation, relativement à des crimes divers, au cours des prochains mois. Neuf autres sont activement recherchés, dont celui qu'on croit être le président de tous les Hell's du pays, ou à tout le moins de l'Est du Canada, Michel « Sky » Langlois.

Pour la police, c'est la fin d'au moins dix années d'exaspération, de frustration : après s'être longtemps contentée de quelques cheveux, elle a fini par leur arracher des scalpels!

L'acquiescement de Robert « Ti-Maigre » Richard, membre influent de la faction de Sorel, est sans doute la seule consolation qu'a connue le gang au cours de l'année qui se termine.



Ce qui est plus important encore, outre d'avoir obtenu des condamnations, elle a percé une fois pour toutes le mystère qui entourait les activités de ces redoutables personnages. Le troublant secret et l'épais mystère constituait d'une certaine façon la plus grande force du groupe, et lui assurait une place de choix dans le milieu de la pègre, un peu à la manière de la mafia italienne, par exemple.

« Maintenant, on connaît mieux nos adversaires, leurs relations, leurs habitudes, leurs passions, leurs vices, leurs investissements, les lieux qu'ils fréquentent, etc., affirme les spécialistes de la police. Dans le passé, tout cela était souvent vague, imprécis, sans véritable fondement connu. »

Sanglante guérilla

Le plus étonnant, dans le cas des Hell's Angels, c'est qu'ils sont tombés dans les filets de la police à la suite d'une purge intestine. Jusque là, ils demeuraient insaisissables, même si depuis plus de dix ans une sanglante guérilla les oppose à leurs éternels rivaux, les Outlaws.

Trois années d'enquêtes et de surveillance serrée par une quinzaine de corps policiers, avec à leur tête la Sureté du Québec et leur désormais célèbre opération Haro, ont donné les résultats que l'on sait.

Il est difficile d'agir efficacement dans la mesure où le clan est serré, imperméable, sans trahison possible. La terreur qu'inspirent les motards suffit à couder les lèvres de bien des gens. « A force d'être talonnés, ils ont perdu patience et commis des erreurs. Quant à nous, nous étions au bon endroit au bon moment... », explique simplement un policier.

Les nombreuses arrestations et la disparition de plusieurs des principaux leaders des Hell's afin de se soustraire à la Justice ont considérablement ralenti les activités du groupe au cours des deux dernières années. La saisie d'équipements servant à la fabrication de drogues chimiques et la découverte d'un important dépôt de PCP, de cocaïne et de haschisch d'une valeur de \$8 millions dans la région de Montréal, en juin 1985, leur a coupé les ailes.

Rareté de la drogue chimique

C'est ce qui explique d'ailleurs, selon des enquêteurs, que la drogue chimique se fasse de plus en plus rare sur le marché par les temps qui courent.

A la police, on ne croit pas la partie gagnée pour autant. « La relève est déjà amorcée, moins expérimentée peut-être, mais plus discrète », disent les policiers. C'est l'occasion rêvée pour certains hommes de main encore

sans grade, dont des recrues (« strikers »), pour faire leurs preuves et acquérir un certain statut dans la ténébreuse organisation.

Comme cela a été le cas dans le passé avec d'autres bandes de criminels notoires, les Hell's raffinent leurs opérations : depuis quelques mois, on les voit de moins en moins avec leurs vestes de cuir et leurs grosses bottes noires.

L'organisation restera-t-elle longtemps encore déstabilisée? Sera-t-elle aussi forte qu'avant? Survivra-t-elle même? L'avenir nous le dira.

Expansion

Chose certaine, ils n'ont pas abandonné leurs projets d'expansion : ils ne s'appellent plus comme avant les Hell's de Sorel, de Lennoxville ou de Halifax, mais bien les Hell's Angels de la Côte Est (Hell's Angels East Coast).

Il va sans dire aussi que d'autres organisations criminelles, et plus particulièrement leurs éternels rivaux, les Outlaws, voient une chance exceptionnelle de reprendre la place que les Hell's occupaient dans le marché de la drogue, une place laissée partiellement libre.

L'année 87 pourraient être fertiles en émotions et en événements spectaculaires et déterminants ayant encore une fois les Hell's Angels comme têtes d'affiche.



Les soeurs Micheline et Laurence Lévesque subront bientôt leur procès à Rome.

Cotroni, les soeurs Lévesque et les autres

D'autres délateurs prennent la vedette

ANDRÉ CÉDILOT

La « saga » des Hell's Angels a relégué dans l'ombre l'arrestation de Frank Cotroni et de quatre autres membres de son clan, dont son fils Francesco, 26 ans, relativement à des affaires de meurtres. Ce sont, encore une fois, les aveux à la police d'un « homme de confiance » du présumé chef de la mafia italienne qui ont permis cet important coup de filet, à la mi-octobre.

Real Simard, 35 ans, qui était le confident de Frank Cotroni et de son bras droit Claude Faber, aurait donné des informations sur une douzaine de règlements de comptes survenus dans les milieux interlopes, au début des années 80. Il dévoile aussi les dessous d'importantes transactions de drogues impliquant des personnages connus de la pègre.

Les révélations de Simard, soutiennent les policiers, devraient littéralement briser les reins de l'empire Cotroni, fort chambrant depuis quelques années. Dans les faits, cela signifie la fin

de la domination de la faction calabraise de la mafia italienne, à Montréal, au profit des Siciliens, dirigés par Nick Rizzuto, rentré d'exil depuis peu.

Le recours de plus en plus fréquents des délateurs dans les enquêtes policières et dans les procès, comme LA PRESSE l'avait d'ailleurs prévu à la suite de la « conversion » des célèbres Bernard Provençal et Donald Lavoie, en 1981, semble avoir eu des effets bénéfiques sur les statistiques d'homicides. A la mi-décembre, on avait enregistré 137 meurtres au Québec, par rapport à 213 durant toute l'année 85. Le tiers environ seraient attribuables à des règlements de comptes.

Drames passionnels

Les drames passionnels et familiaux ont aussi fait une quarantaine de victimes. L'un des pires carnages s'est produit le 15 octobre dans un quartier huppé de Laval, où un pompier s'est enlevé la vie après avoir abattu sa femme et ses deux enfants. Le même jour, une mère de famille avait empoisonné ses deux enfants dans un motel de l'Est de Montréal.

Par ailleurs, le bilan de l'actualité judiciaire de l'année 86 serait incomplet si l'on ne rappelait pas l'in vraisemblable histoire des soeurs Micheline et Laurence Lévesque, arrêtées il y a un an à l'aéroport de Rome avec deux valises à double fond remplies de 6,6 kilos d'héroïne pure d'une valeur marchande de \$16 millions. Une quantité suffisante pour approvisionner les quelque 5 000 héroïnomanes de Montréal durant un mois!

A la suite d'une longue enquête qui l'a même amené à Montréal, le juge d'instruction italien Francesco Misiani a exigé que les deux enseignantes de Jonquière soient citées à procès. L'instruction devrait débuter en janvier.

On a aussi eu droit à un vidéoclip peu commun mettant en vedette un policier de la CUM, Jacques Parent, et un citoyen de Ville Saint-Laurent, Brian O'Carroll. Accusés l'un et l'autre de voies de faits, les deux hommes ont été acquittés. L'affaire continuera toutefois de faire jaser encore longtemps.



Frank Cotroni.



Real Simard en aurait long à raconter sur Frank Cotroni.



Brian O'Carroll a été acquitté...



de même que l'agent Jacques Parent.

Les médias s'interrogent sur leur rôle face aux étrangers

Plus de 200 personnes représentant 14 nationalités ont participé à une conférence internationale à Cologne



PHOTO ALFRED KOCH (Cologne)
Mme Liselotte Funcke, commissaire de la RFA pour l'intégration des travailleurs étrangers et leurs familles.



LILY TASSO
Envoyée spéciale
COLOGNE

Quatre millions et demi d'étrangers vivent en République Fédérale d'Allemagne, dont 1 500 000 Turcs, des centaines de milliers de Yougoslaves, d'Italiens, d'Espagnols et de Grecs. On les appelle *travailleurs invités* ou *migrants*, même lorsqu'ils sont en RFA depuis 20 ou 30 ans. Il s'agit de minorités bien installées qui contribuent au développement économique du pays. Elles vivent entre deux langues et deux cultures. Pourtant leur présence, perçue de façon négative par la majorité, porte en elle les germes de conflits sociaux.

C'est ce qu'on a révélé de nombreuses études officielles, réalisées sur le plan national allemand ou européen. Aussi

était-il pertinent de s'interroger sur le rôle de la presse écrite, de la radio et de la télévision face au phénomène migratoire qui touche pratiquement tous les pays d'Europe occidentale: favorisent-elles une meilleure compréhension des étrangers, leur développement culturel et leur intégration, ou contribuent-elles à entretenir des préjugés à leur égard? Une conférence internationale sur les médias et les minorités étrangères, tenue pour la première fois en RFA, plus précisément à Cologne du 2 au 4 décembre, a tenté de répondre à ces questions et de chercher de nouvelles voies pour l'avenir.

Plus de 200 personnes représentant 14 nationalités exposées à la problématique d'une société multiculturelle et multiconfessionnelle ont participé à ces assises organisées conjointement par le Commissaire du gouvernement de la RFA pour l'intégration des travailleurs étrangers et leurs familles, le Centre fédéral pour l'éducation politique à Bonn, la Commission allemande pour l'UNESCO, le Conseil de l'Europe à Strasbourg,

et trois sociétés de radio-télévision de Cologne: la Deutsche Welle ou Voix de l'Allemagne où se tenaient les assises, la Deutschlandfunk et la Westdeutscher Rundfunk.

Pour lancer le débat, on a fait appel à des personnalités de premier plan, européennes et allemandes. Mais dans cette conférence intitulée « les médias et les minorités étrangères », aucun représentant de ces derniers n'avait été invité à présenter le point de vue du minoritaire et les problèmes auxquels il fait face. C'est à des Allemands qu'on avait confié la tâche de décrire l'image reflétée par les minorités dans la presse écrite et à la télévision allemande.

Par contre, dans les discussions, les représentants des minorités et les journalistes appartenant à ces groupes ont pu s'exprimer abondamment. En commençant par protester contre l'étiquette de *travailleurs invités* qu'ils trouvent négative et un indice de mauvaises relations et de discrimination. En rejetant aussi les termes de *migrant* et *d'étranger* qui

leur nient des droits. Questions de sémantique, peut-être, mais qui ont leur importance. Car en choisissant avec soin les expressions utilisées, on peut aussi éviter la discrimination.

« Je ne suis pas un étranger, je vis ici depuis 15 ans. Nous voulons des mots plus réalistes et plus exacts pour nous décrire, minorité culturelle, par exemple, ou mieux encore immigrant », a réagi énergiquement un Turc.

« On ne peut pas les appeler immigrants, nous ne sommes pas un pays d'immigration », répliqua Mme Liselotte Funcke, commissaire pour l'intégration des travailleurs étrangers et leurs familles.

Considérée comme l'ombudsman des étrangers, Mme Funcke n'en est pas moins la pour appliquer la *national politik* du gouvernement de la RFA, fondée sur trois idées de base: intégrer les travailleurs qui sont déjà là, arrêter d'en recevoir de nouveaux de l'étranger, et enfin aider ceux qui veulent rentrer dans leur pays à réaliser leur projet.

Stéréotypes négatifs et carence de l'information

Dans les rapports médias-immigration qui ont une histoire plus que séculaire, on retrouve une constante faite de stéréotypes négatifs, de carence énorme de l'information, de silence sur le rôle économique des immigrants, d'absence de participation dans la programmation, la création, la production et la diffusion médiatique. « Les rapports médias-immigration se jouent dans l'inégalité », constate Antonio Perotti, directeur du Centre d'Information et d'Études sur les Migrations internationales au Conseil de l'Europe et délégué du Saint-Siège pour les questions migratoires.

M. Perotti voit dans les médias un acteur social privilégié pouvant influencer l'opinion publique et contribuer à la promotion des droits humains fondamentaux.

Malheureusement, à sa connaissance, aucune recherche n'a été effectuée aux États-Unis ni en Europe pour analyser la marginalisation croissante des communautés immigrées dans le réseau de l'information et de la communication, déjà caractérisées par la pauvreté des moyens dont elles disposent.

Orientations

Cinq orientations résument les objectifs des politiques institutionnelles: aider les immigrés à comprendre la société d'accueil, leur rendre possible l'accès des médias, promouvoir une compréhension interethnique dans la communauté locale et nationale, pourvoir les immigrés de moyens d'information sur leur pays d'origine et d'approfondissement de leur propre culture et, enfin, ai-

der la société à atteindre une meilleure connaissance de ces minorités.

Pour cela, souligne M. Perotti, il faudrait passer à des conceptions de société globale. Ainsi, plutôt que de donner une information de type descriptif sur la culture des « autres », il faudrait en offrir une de type génétique et explicatif: présenter les cultures comme des formations élaborées par les sociétés et les groupes, pour découvrir des besoins toujours nouveaux et changeants, et s'y adapter. « Face à des problèmes analogues, beaucoup de similitudes apparaîtraient ainsi dans les réactions collectives autant de la majorité que des groupes minoritaires », estime M. Perotti.

Il s'agit d'amener les lecteurs, auditeurs et téléspectateurs à se

situer eux-mêmes par rapport aux autres, de leur donner les moyens de diversifier leurs références et de vivre les modalités culturelles de leur environnement, en toute légitimité. Cette approche éducative qui prône l'inter-réflexion et l'inter-réaction vise la reconnaissance de la diversité. Elle s'adresse à tous et non seulement aux culturellement différents. Ce qui oblige la société d'accueil à sortir d'une situation ethnocentrique.

M. Perotti suggère enfin une nouvelle stratégie consistant à faire participer directement les nouvelles générations aux médias.

D'autres conférenciers ont fourni des exemples de ce que font les médias dans leur pays. Un des témoignages les plus stimulants venait de David Lee, de

ITV/Channel 4 de Londres. « Chez nous, c'est la colonisation à l'envers. Ceux que nous avons colonisés viennent à leur tour nous coloniser », lance-t-il avec humour. Pour lui, la démocratie se traduit par la tolérance et la justice. Il met donc en garde contre les « barbelés de l'esprit » et contre quiconque donne du temps d'antenne à ceux qui sont hostiles aux immigrants. « C'est l'occasion de sortir de son ethnocentrisme », souligne-t-il.

M. Antonio Perotti, directeur du Centre d'Information et d'Études sur les Migrations internationales au Conseil de l'Europe et délégué du Saint-Siège pour les questions migratoires

PHOTO ALFRED KOCH (Cologne)



Dire « eux » et « nous », c'est déjà faire de la discrimination



Il suffit de dire « eux » et « nous », avec ou sans mépris, pour faire de la discrimination, les termes mêmes impliquant une exclusion. C'est ce qu'a démontré magistralement le professeur Alfred Grosser, de la Fondation nationale des sciences politiques à Paris, dans sa conférence intitulée « Les minorités et nous: un défi éthique et culturel » qui lançait le débat.

D'origine allemande et vivant en France, le Pr Grosser trace une vision globale de la question. Il rappelle d'abord une constante historique: le ressentiment et la haine qu'inspirent les étrangers. Haine des Français à l'égard des immigrés italiens à la fin du XIX^e siècle, ressentiments exprimés par Marx et Engels à l'égard de

Le professeur Alfred Grosser, de la Fondation nationale des sciences politiques à Paris.

PHOTO ALFRED KOCH (Cologne)

« la barbarie russo-mongole », antisémitisme du parti social-démocrate allemand à cette même époque, tout comme d'autres exemples connus et moins connus.

Ce qui est nouveau dans le panorama démographique, c'est la forte proportion des populations d'origine étrangère musulmanes, particulièrement en RFA et en France.

Au-delà des différences

Le chrétien peut-il considérer le musulman comme son « prochain »? S'il adhère à la théorie humaniste chrétienne, il n'y a plus qu'une appartenance globale car le « prochain » c'est l'être humain quel qu'il soit, la base la plus vaste de la communauté humaine, celle qui s'étend au-delà des différences ainsi que le rappelait le cardinal Wojtyla en 1977 avant de devenir le pape Jean-Paul II. Designer donc un groupe humain comme « eux », c'est l'ex-

clure, qu'il s'agisse des Arabes, des Allemands, des femmes, des vieux, des jeunes.

Théorie louable qui n'empêche pas cependant l'individu de vivre une multitude d'appartenances et de le mettre devant un choix entre diverses solidarités. Qui n'élimine pas non plus nécessairement les difficultés et les contradictions. L'une d'elles, par exemple, vient de l'UNESCO qui glorifie à la fois l'être humain en tant que tel et la nation.

Se posent alors deux questions capitales que le Pr Grosser propose à la réflexion des participants: quel « nous » majoritaire face aux minorités? Et comment une minorité peut-elle se libérer des contraintes qu'engendre son exclusion? Questions qui ont inspiré notamment l'action des mouvements ouvriers et féministes.

Le caractère prioritaire que prend actuellement la question ethnique lui vient, dit-il, de sa relation étroite avec la problématique

culturelle. Quant à la priorité de la « nation », le Pr Grosser se demande si elle ne persiste pas malgré tout, surtout en vue des droits fondamentaux, qu'il y ait ou non naturalisation. A ce dernier propos, il se demande pourquoi la question de la naturalisation est négligée en RFA. La publication intitulée *Notre droit — Les lois les plus importantes pour le citoyen* (DTV-Beck), n'en parle pas. Quant à la rubrique « Législation allemande relative aux étrangers », elle ne dit rien non plus sur ce que ces derniers doivent faire pour obtenir leur naturalisation ni sur ce que deviendront leurs enfants.

Le Pr Grosser compare le nombre réduit de naturalisations en RFA au nombre élevé de ceux qui deviennent Français par leur naturalisation ou leur naissance en France de parents étrangers. Quels droits peuvent avoir les immigrés non naturalisés qui séjournent en RFA depuis plus de 10

ans, ce qui est le cas de 59 p. cent d'entre eux? Ils ne votent même pas aux élections locales.

D'autres questions surgissent: si le nationalisme est un moyen d'assimilation, qu'en serait-il au cas où l'accent serait mis sur le « nous » régional et ethnique? Quelle serait par exemple la vie dans le système scolaire?

Si l'on doit maintenir et respecter des cultures différentes, il faut résoudre le problème des écoles coraniques en RFA, et aussi celui des étrangers de la deuxième génération qui ne désirent maintenant que peu de liens avec la culture de leur pays d'origine.

S'adressant enfin aux représentants des médias, le conférencier les invite à réfléchir sur leur responsabilité en diffusant l'information et sur ses conséquences en période pré-électorale, le problème des étrangers en RFA et en France étant, comme on le sait, un sujet fort débattu par des politiciens de toutes les tendances.

Jouer le rôle du chien de garde pour combattre la discrimination

« Sans élaborer des visions utopiques: celles d'hier ne sont-elles pas acceptées aujourd'hui? »

Cette réflexion de Hakki Keskin, professeur de sciences politiques à l'université de Hambourg, donne une idée de l'esprit qui a animé les six groupes de travail: deux portant sur la télévision (information / culture et fiction / divertissement); deux consacrés à la radio, un aux médias écrits et un sixième où l'on a discuté de programmes en langue maternelle, destinés à des groupes spécifiques.

« Nous ne voulons pas seulement des travailleurs invités mais aussi des penseurs invités; nous ne voulons pas faire des programmes pour les minorités mais avec elles », a proclamé avec force un participant allemand.

Fort bien. Beaucoup en disaient autant. Mais, comme l'a fait remarquer quelqu'un, essayer de changer celui qui sait qu'il doit changer sans rien faire pour cela, c'est comme essayer de bouger un objet rivé au sol.

Ce que tous savent, c'est que 500 000 Allemands et 200 000 Allemands se sont mariés à des étrangers ou à des étrangères, passant ainsi dans le camp des minorités qui luttent pour leurs droits. Que 19 p. cent seulement des étrangers vivant en RFA songent à rentrer dans leur pays d'origine. Que 750 000 enfants d'étrangers sont nés en RFA. C'est dire que la plupart de ceux

que l'on continue d'ostraciser en les appelant des étrangers, sont là pour rester.

La conférence internationale de Cologne a voulu s'ajuster à cette nouvelle situation. Si certaines suggestions nous paraissent ici aller de soi, il semble qu'elles seraient novatrices en RFA.

Actions efficaces

Pour combattre le racisme ou du moins les sentiments négatifs à l'égard des étrangers et diminuer les préjugés, les médias ont reconnu qu'ils devaient s'imposer le rôle de chien de garde. En surveillant les expressions utilisées pour décrire les étrangers et en s'interdisant d'être la courroie de transmission des politiciens qui leur sont hostiles. En refusant aussi de publier de petites annonces discriminatoires, tels les emplois ou les appartements offerts aux Allemands seulement.

On a suggéré d'améliorer le niveau des médias ethniques en offrant aux journalistes et aux animateurs des cours adaptés à leurs besoins. On a souhaité également la mise sur pied de programmes d'échanges culturels. On a insisté, par la même occasion, sur le fait qu'il fallait cesser de traiter de façon exotique les émissions et les nouvelles concernant les étrangers.

Une majorité chrétienne peut-elle avoir des échanges intéressants avec une minorité musulmane? Deux postes de radio qui se disent « indépendants et li-

bres ». Radio-Soleil à Paris et Radio Culture Trois à Bruxelles, répondent par l'affirmative.

Radio-Soleil diffuse 24 h sur 24 depuis 1981, grâce à trois permanents et 50 animateurs bénévoles. « Nous donnons la parole aux minorités plutôt que de leur parler et nous maintenons un contact permanent avec nos 57 000 auditeurs », explique Mohamed Mokhtar Bachiri, un des fondateurs de ce poste acheté 20 000 francs. « C'est la première expérience de radio libre mettant à contribution Maghrébins et Français », ajoute-t-il.

Radio-Soleil, qui ne diffuse pas de publicité, reçoit une subvention du gouvernement français et s'appuie aussi sur les cotisations annuelles de ses 300 membres, tandis que Radio Culture Trois, en onde quelques heures par jour seulement, compte sur des annonceurs pour boucler son budget.

Rien de tel n'existe en RFA où les minorités disposent toutes du même temps d'antenne aux radios-télévisions officielles. Ainsi, les programmes conçus à Cologne sont-ils repris dans tous les Länder. Ils ne peuvent se permettre d'être d'intérêt régional et encore moins local.

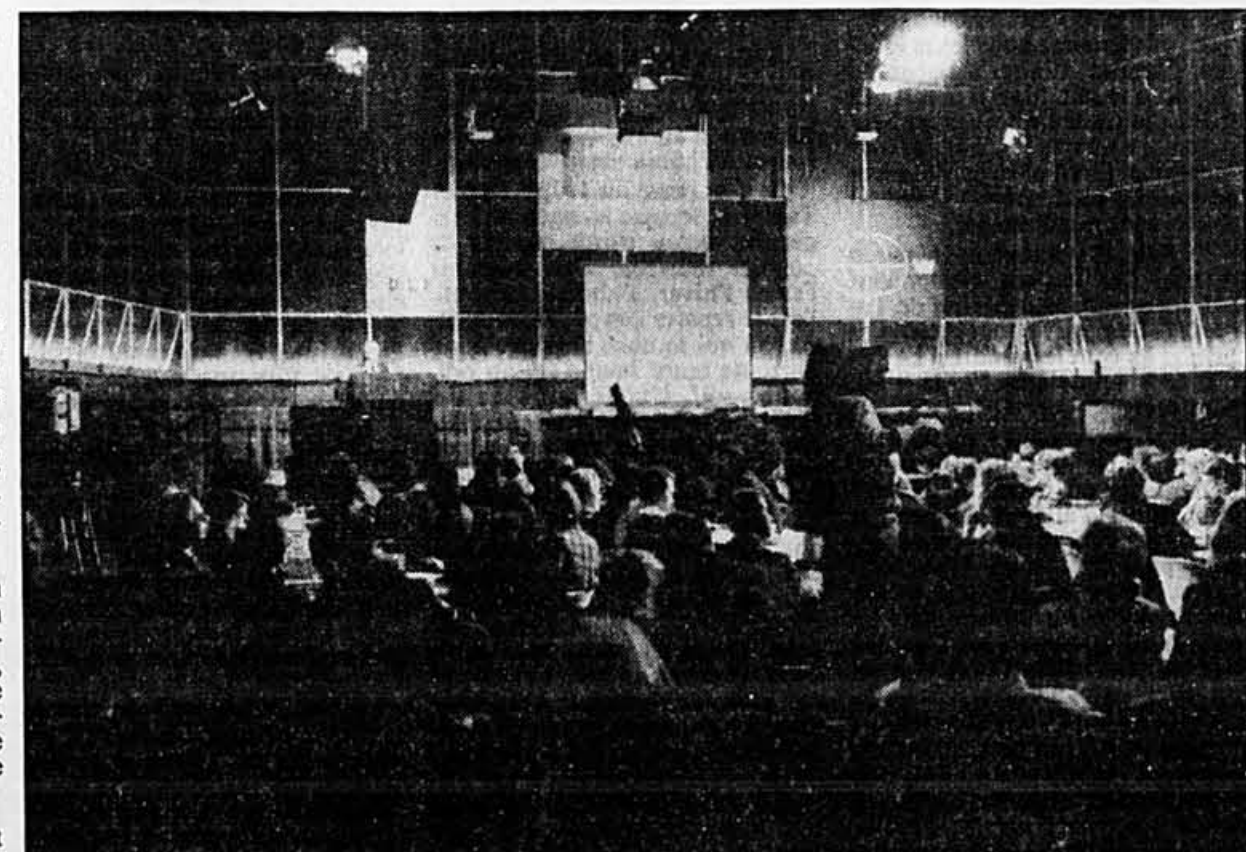
L'Europe manque de radios et de télévisions communautaires, ethniques ou multiculturelles, sur câble ou autrement, comme nous en avons au Canada. C'est une

participante canadienne, Jean McNulty, professeur de communication à l'université York de Toronto, qui le constate à la conférence en citant même l'exemple d'une télévision payante chinoise

à Vancouver.

Pays d'immigration, le Canada n'a pas pour autant réglé tous les problèmes soulevés à la Conférence de Cologne. Si, sur le plan législatif, nous comptons plu-

sieurs longueurs d'avance sur bien des pays d'Europe, il nous reste, à nous aussi, beaucoup de chemin à faire encore sur le plan de l'intégration et de la disparition des « eux » et « nous ».



Vue d'ensemble de la grande salle de la Deutsche Welle ou Voix de l'Allemagne, où se tenait la Conférence internationale sur les médias et les minorités étrangères.

PHOTO ALFRED KOCH (Cologne)

CLOVA, «VILLAGE FANTÔME» DE L'ABITIBI

Nous autres, on est libres

SUIVE DE LA PAGE B 1

Clova, c'est un T.N.O., un territoire non organisé, dit le vocabulaire administratif dans son involontaire poésie. Non organisé... si on vit encore à Clova, c'est surtout pour ça, pour la liberté d'organiser sa vie comme on l'entend dans un coin d'Amérique qui ressemble encore à celle qu'ont connue les coureurs de bois et les explorateurs.

«Que voulez-vous que je fasse en ville?» demande simplement Laurette Tardif. «Ici, tout nous appartient. Nous autres, on est libres. Le monde fait toujours les mêmes choses en ville. À l'hôpital, tu fais le même corridor 20 ans de temps. Ici on marche à son rythme.»

Où voulez-vous que vive Lau-

rette Tardif, elle qui a passé ses années de jeune infirmière à parcourir les grands espaces de la Côte Nord, d'une réserve indienne à l'autre, elle qui a relié Mistassini à Chibougamau en canot, dans les années cinquante, avec le docteur Armand Frappier. A Clova, elle organise son temps en fonction de ses patients. Le «skidou», le trois-roues, la camionnette, tout est bon pour l'infirmière volante. J'oubliais le pédalo, mais celui-là, c'est pour le plaisir.

Où voulez-vous que vive Vital Saint-Hilaire, un jeune colosse qui bâtit des camps l'été pour les pourvoyeurs et qui passe son hiver à faire la trappe. La ville pour lui: trop vite, trop pressé.

Cet hiver, avec sa compagne Claire, il fera provision de four-

tures, surtout des mottes et des castors, qui seront expédiés à la Compagnie de la Baie d'Hudson, à Pointe-Claire, puis vendues à l'encan à Toronto. Une vie à leur rythme, dans un pays qui leur appartient.

Mais à ce rythme, Clova pourra-t-il vivre bien longtemps?

Déjà une menace pèse sur la

gare et on parle de réduire le train à une fois par semaine. Les irréductibles de Clova se battent. Mais ils sont bien loin et leur voix se perd un peu. Cela n'empêche pas le comité de citoyens de veiller au grain, en collaboration avec les quatre religieuses qui habitent l'ancien presbytère et qui rêvent pour Clova d'un avenir un peu moins incertain. On songe à

ce village d'Abitibi, du nom de Guyenne, condamné à disparaître mais que ses habitants ont sauvé. Que pourrait-on faire à Clova? La pisciculture peut-être, le reboisement et pourquoi pas le riz sauvage...

Mais, riz sauvage ou pas, on ne vivra jamais à Clova si on ne sent pas cette liberté que l'on respire

avec la pureté de l'air. Que l'on soit là pour le CN, la C.I.P. ou les pourvoyeurs, que l'on vive de sa pension ou autrement, à Clova on est loin de tout mais proche de soi. En ce pays où rien ne vous tombe du ciel, fors la neige et la pluie, il faut vivre de son chant intérieur, de sa force d'âme. Vivre par soi.



Nelson Dubé et Louise Vallée, tous deux en secondaire 1, s'initient à l'informatique à l'école de Clova.



À la belle époque de Clova, ici vers 1950, la C.I.P. organisait le pique-nique annuel des écoliers. À genoux, en avant, le troisième à partir de la droite, avec le bérêt: Yves Beauchemin, l'auteur du *Matou*.

Ces Indiens qui se promènent

Ça veut dire qu'on ne s'en soucie pas trop, qu'ils sont bien libres d'aller et de venir à leur guise pourvu qu'ils ne dérangent pas

ROCH CÔTÉ

Les Indiens? «Bof, y se promènent. Y partent, y reviennent.» Combien ils sont? «On sait pas trop, ça dépend des jours pis des saisons». Ils trappent? «Un peu». Ils ne font rien? Certains le disent.

Pour les Blancs de Clova et les habitués de la ligne La Tuque-Senneterre, les Indiens c'est un monde à part. Une sorte de mystère qu'on cotoie, un peu familier mais au fond jamais vraiment éclairci. En dehors des réserves, le meilleur endroit pour les rencontrer ou du moins les voir, c'est le train. Ça, tout le monde le dit: les Indiens adorent le train. De Senneterre à Clova, de Parent à La Tuque, de Senneterre à la réserve de Weymontachie, les Attikameks peuplent les wagons, vont et viennent pour leurs affaires. Quelles affaires? Le grand manitou le sait. Mais il paraît que quand le train s'emplit pour Senneterre, c'est que les chèques d'allocation familiales et de bien-être social sont arrivés. Et les familles sont nombreuses.

Et puis, il y a tout de même la trappe. Les Indiens n'attendent pas les émancipés trimestriels de Toronto. Dès qu'ils ont quelques peaux, ils vont les vendre à La Tuque ou à Senneterre. Par le train, bien sûr!

«Ils se promènent», qu'on dit à Clova. Et ça veut dire qu'on ne s'en soucie pas trop, qu'ils sont bien libres d'aller et de venir à leur guise pourvu qu'ils ne dérangent pas. Cet hiver, «ils» sont partis. Leurs enfants ont même quitté l'école. Mais à l'été, on s'attend à ce que quelques dizaines de familles viennent encore planter leurs tentes à Clova, à flanc de colline, au bord du lac Duchamp.

Dans ce pays en bois, on ne fait pas d'ethnologie et on ne va pas s'émouvoir, comme dans les beaux quartiers, sur les «droits des Amérindiens». La mauvaise conscience est un luxe qu'on ne se paye pas quand on a arraché sa survivance à la dureté du pays et

qu'on a le sentiment d'appartenir à cette terre comme chacune de ses épinettes.

Les mauvais coups des Indiens, on en parle, leurs beuveries aussi, leur manie de défoncer les camps pour aller prendre quelques menus objets... mais dès qu'on a dit ça, surgit inévitablement le bout de phrase tout simple qui vaut bien des déclarations solennelles: «Mais les Blancs sont pas mieux». Noble égalité des misères.

Et puis, en grattant un peu, on finit par découvrir que tout un chacun a ses contacts particuliers chez les Indiens, chez Michel, chez Wellie ou chez Berthine, ne serait-ce que pour «traficoter» sur le poisson ou l'original, et que finalement ils font aussi partie de la communauté, à leur façon.

Le far west

À Clova, le voisinage des Blancs et des Indiens a eu ses heures tragiques. Une histoire de meurtre d'abord qui a ensuite tourné à l'homicide involontaire.

Ça s'est passé en 1978 à l'hôtel Tamarak, longue bicoque de bois dépeint qu'on dirait plantée là pour le tournage d'un western. Fermé l'hiver, l'hôtel devient l'été le repaire des pêcheurs et de ceux à qui le bois, l'éloignement ou toute autre bonne raison ont donné soif. Un de ces soirs de beuverie, la bagarre éclate et dans des circonstances qui ne paraissent claires à personne, un Indien est descendu d'un coup de carabine. Jean-Paul Petitguay avait 22 ans. Il ne faut pas insister trop sur cette affaire à Clova. On hoche la tête, on baisse la voix pour dire «Ho, ça!» et puis on change de sujet. On a sa petite idée sans doute mais on la tait. Le coupable, le fils de l'hôtelier, a été condamné à deux ans moins un jour de prison. Ce drame a empoisonné la vie de Clova et il fut un temps où «chacun dormait avec son fusil» comme dans le far west.

Le 2 novembre dernier, c'est un jeune Indien de 16 ans, José Martin, qui s'est suicidé à Val d'Or,

dans un centre de rééducation. Il avait fait ses frasques à Clova, volé quelques objets au dispensaire. La police l'avait attrapé sur le lac Duchamp en se servant de son hélicoptère pour renverser la chaloupe dans laquelle il se trouvait. Encore le far west. Il était maintenant question de transférer José à Parthenais. Il a décliné l'invitation.

Tragique aussi le sort de ces Indiens que l'alcool fait tomber le long de la voie ferrée et qu'on retrouve morts le lendemain, dans la neige. Il y a deux ans, ce sont des enfants qu'on a découverts morts gelés dans leur tente à quelques kilomètres de Clova. L'hiver dernier, une Indienne a été retracée sur un lac, morte et raidie par le froid: la veille, elle était tombée du «skidou» conduit par son compagnon... qui ne s'en était pas aperçu. Encore l'alcool, dit-on.

Dimanche soir 14 décembre. Les Indiens se sont installés dans le premier wagon du train qui roule pépère vers La Tuque et Montréal. Les enfants laissés à eux-mêmes se chamaillent, grimpent partout et jusque dans la galerie aux bagages au-dessus des sièges. Il règne un sympathique chahut que parvient à peine à calmer le chef de train, débonnaire. Ça parle attikamek et au besoin français. Roxanne, Edyth et Jocelyn après un week-end passé dans la communauté indienne ou en famille, s'en vont reprendre leur classe à La Tuque.

Jocelyn, 15 ans, belle tête d'Indien, ouvre sa valise et me montre les 7 à 8 peaux de martres qu'il vient de ramasser dans ses pièges à Clova et qu'il vendra à La Tuque. Combien pour ça? \$35, \$40 ou \$50 dollars la peau, selon la qualité. Et l'argent? «Je le mets dans mon compte d'épargne». Jocelyn a des ambitions et lorgne du côté de l'aviation. «Je veux d'abord devenir ingénieur et comme ça je pourrai réparer moi-même mon avion».

En voilà un qu'on ne retrouvera pas gelé le long de la voie.



Du fond des bois de Clova, le petit Morel, Indien attikamek, vous fait ses salutations les meilleures.

Percutant adieu à l'Année de la paix



JULES BÉLIVEAU

C'est un percutant adieu à l'Année internationale de la paix que la revue *Medium* a publié dans son plus récent numéro. Cette publication produite principalement par des professeurs de religion, de morale et de sciences religieuses de collèges et d'universités du Québec a en effet réuni dans son numéro de l'hiver 1987 des textes de collaborateurs particulièrement bien renseignés au sujet de la fragilité de la paix et de l'effarante menace de destruction de l'humanité.

La plupart des auteurs ou inspirateurs de ces textes sont tout au moins connus, sinon prestigieux : Elie Wiesel, qui a survécu aux camps d'extermination de la

Deuxième guerre mondiale et qui vient de se voir décerner le prix Nobel de la Paix ; Leyla Raphael, directrice du Carrefour des Cèdres à Montréal ; Pierre Laplante, qui oeuvrait jusqu'à tout récemment au Secrétariat des Nations unies et qui vient de publier aux éditions du Méridien un ouvrage intitulé *Une deuxième chance pour la paix* ; Denise Robillard, du Conseil canadien des Églises ; Jacques Langlais, co-fondateur du Centre interculturel Monchanin ; Maurice Boutin, professeur à l'Université de Montréal ; et le moine bouddhiste zen Thish Nhat Hanh, poète et co-fondateur de l'université Van Hanh de Saïgon en 1964.

Dans un texte rédigé et adapté à partir d'une conférence qu'il a prononcée récemment à Montréal, Elie Wiesel avoue que l'histoire de l'humanité, tissée d'actes de violence, de cruauté et de guerres, le laisse pessimiste. «... Je lis les mêmes journaux que les autres, explique-t-il, je sens que l'histoire a entrepris une marche

vers la mort. » Le rescapement de l'enfer nazi signale que c'est l'indifférence générale qui a rendu possibles Auschwitz et Hiroshima et que cette même indifférence a permis, depuis 1945, que 40 autres guerres fassent 20 millions de nouvelles victimes.

« Nous avons raison de désespérer de l'humanité, déclare Elie Wiesel. Mais il nous faut lutter contre ce désespoir. Il y a quelque chose dans l'homme qui mérite d'être sauvé. Nous avons le droit de vivre d'espoir plutôt que de terreur. C'est ce qui nous donne raison d'espérer. »

Pierre Laplante ne blâme pas Elie Wiesel d'être pessimiste « lorsqu'il constate que, depuis la Deuxième guerre mondiale, les hommes continuent de jouer avec le feu... » Mais son article, intitulé « Le parti pris de la paix », tout en laissant transparaître plus d'optimisme, tend à démontrer que la véritable menace pesant présentement sur l'humanité n'est pas le fait des relations tendues entre

l'Est et l'Ouest, mais bien plutôt celui de la grave détérioration des relations Nord-Sud — c'est-à-dire entre les pays riches du Nord et les pays pauvres du tiers monde.

Dans son texte portant le titre « Liban : au-delà des attentats à la bombe », Leyla Raphael *décortique* le fouillis incroyable — mais vrai! — des groupes religieux, des forces politiques, des ingérences étrangères, des intérêts et des vieilles rancœurs sur lequel s'est construit et perdure le conflit dans ce qui était un pays-paradis du Moyen-Orient. Les chrétiens catholiques romains de rite latin et les autres peuvent en apprendre beaucoup, dans ces quatre courtes pages, sur leurs frères chrétiens maronites, melkites, orthodoxes et musulmans sunnites et druzes!

Denise Robillard traite pour sa part des chrétiens et de la non-violence agressive. Elle relève certaines des grandes étapes de l'évolution de la pensée chrétienne et catholique au sujet de la paix.

Elle explique par exemple comment le christianisme, dont la position initiale était totalement pacifiste, en est venu à supporter la notion de légitime défense et de guerre juste. Et elle fait état de l'émergence d'un courant neuf : une théologie de la paix fondée sur une base œcuménique et le passage du concept de guerre juste à celui de non-violence agressive.

Dans son article intitulé « Émergence du pacifisme mondial », Jacques Langlais fait l'histoire du pacifisme depuis près de 2000 ans. Il tire, entre autres, la conclusion suivante : « À l'escalade de la violence et du potentiel destructif des guerres, depuis un siècle, correspond une montée jusqu'ici irrésistible du pacifisme sous toutes ses formes. L'homme contemporain, comme celui de l'an 1000, est aux prises avec les terreurs de l'an 2000. (...) Il sait qu'il est à la merci du rêve insensé de quelque dément en mal de conquérir le monde, réédition à l'échelle planétaire du cauchemar

nazi. Il n'a pas d'autre choix, par conséquent, pour échapper à l'holocauste nucléaire, que de chercher la solution pacifique des conflits et de travailler de toutes ses forces, pendant qu'il est encore temps, à l'éducation de la famille humaine en faveur de la paix. »

La revue *Medium*, qui existe depuis 1975 et qui a publié jusqu'ici 26 numéros, a un tirage de 2000 à 2500 exemplaires. Cette publication, dont une des principales caractéristiques est sa dimension pluraliste, aborde en les vulgarisant le plus possible les rapports existant entre les valeurs, les religions et les cultures. Et elle publie des articles faisant état de la recherche dans divers secteurs de la pratique sociale comme les arts, la science, la politique, l'économie, le travail, la technologie et les loisirs.

Le prochain numéro de *Medium*, qui paraîtra le printemps prochain, traitera particulièrement du thème des droits de la personne.

33% À 40% DE RABAIS

'WONDERBRA^{m.d.}', 'PLAYTEX', 'DAISYFRESH', 'WARNER'S' ET 'VOGUE' DURANT LE MONDE MERVEILLEUX DES AUBAINES



14⁴⁰_{B, C}

N° 1219. 'WonderBra^{m.d.}'
34 à 38 B, 34 à 40 C, 34 à 40 D,
34 à 38 DD en blanc, chair,
34 à 38 B, C, D en noir. B, C,
ord. 21.50, 14.40. D, ord. 22.50,
15.07. DD, ord. 23.50, 15.34



13⁴⁰_{B, C}

N° 1137. 'WonderBra^{m.d.}'
34 à 38 B, 34 à 40 C, D en
blanc ou chair. 34 à 38 B, 34 à
38 C, 34 à 38 D en noir. B, C,
ord. \$20, 13.40
D, ord. \$21, 14.07



13⁷³_{B, C}

N° 2620. 'WonderBra^{m.d.}'
Such Comfort à support total.
Blanc, chair. 36 à 40 B,
36 à 42 C, ord. 20.50, 13.73
36 à 42 D, ord. 21.50, 14.40
36 à 42 DD, ord. 22.50, 15.07



13⁰⁶_{B, C}

N° 2615. 'WonderBra^{m.d.}'
Support ferme confortable.
Blanc, chair. 34 à 40 B, C, D,
B, C, ord. 19.50, 13.06
D, ord. 20.50, 13.73



12⁰⁶_{B, C}

N° 2350. 'WonderBra^{m.d.}'
Tout extensible, sans couture.
Blanc, chair. 34 à 38 B, C,
ord. \$18, 12.06
34 à 38 D, ord. \$19, 12.73



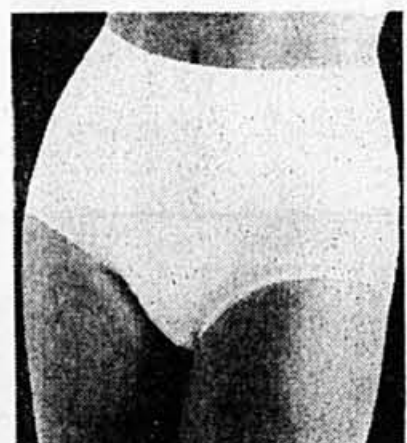
14³¹_{PQT DE 3}

N° 7982. 'Playtex'
Culotte avec Lycra. Beige,
blanc. P, M, G, ord. 23.85,
14.31 PQT DE 3. TG, TTG,
ord. 25.50, 15.30 PQT DE 3



7⁵⁰

N° 767. 'Playtex'
Bonnets sans couture pour un
galbe naturel. Beige, blanc.
34 à 38 B, C, ord. 12.50



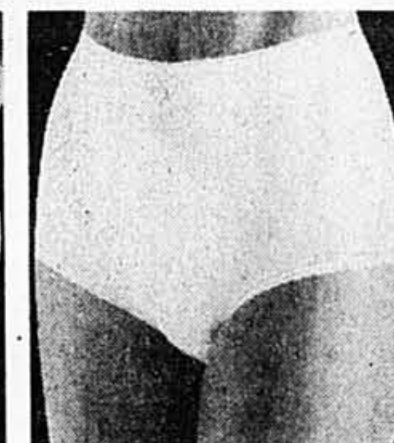
13⁵⁰_{PQT DE 3}

N° 932T. 'Playtex'
Culotte en coton extensible.
Blanc, beige. M, G, ord. 22.50,
13.50 PQT DE 3
TG, TTG, ord. 23.85,
14.31 PQT DE 3



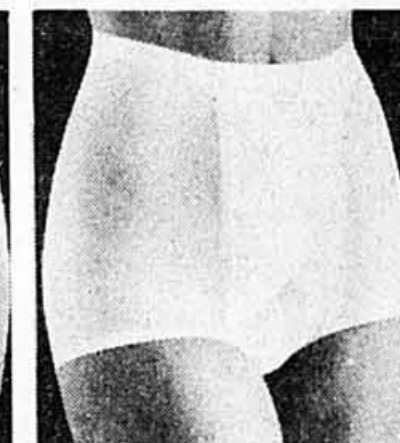
7⁵⁰

N° 237. 'Playtex'
Coeur Croisé en tricot brossé
Blanc, beige. 34 à 38 B, C,
ord. 12.50



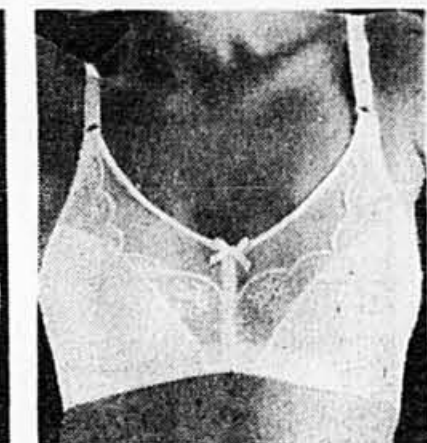
12⁰⁶_{PQT DE 3}

N° 76982. 'Natur-Elle^{m.d.}'
Culotte 'Natur-Elle' Plus avec
Lycra pour un maintien léger.
Blanc, beige ou noir. Ord. \$18



11³⁹

N° 6907. 'Daisy Fresh'
Culotte légère. Beige, blanc.
P, M, G, TG. Ord. \$17



13⁴⁰

N° 2934. 'Daisy Fresh'
Conçu pour avantager la
silhouette et demeurer
confortable. Blanc, beige.
34 à 38 B, 36 à 38 C,
36 à 40 D. Ord. \$20



10⁰⁵

N° 2922. 'Natur-Elle^{m.d.}'
Modèle ultra-féminin à
décolleté profond très seyant.
Blanc, beige. 34 à 36 A, B, C.
Ord. \$15



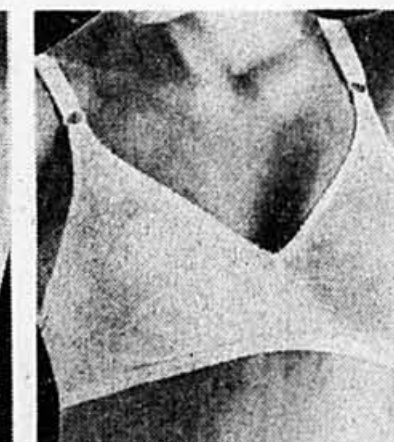
10⁷²

N° 1050. 'Warner's'
Pour le sport, en coton
extensible pour la liberté de
mouvement. Blanc, beige.
34 à 36, A, B, C. Ord. \$16



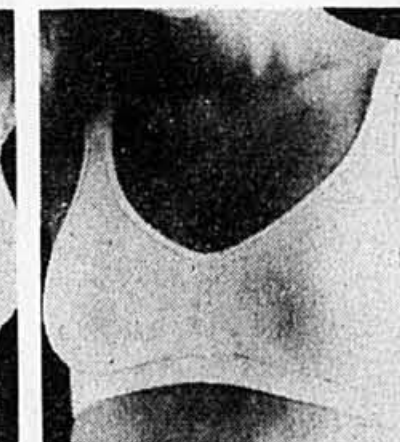
10⁰⁵

N° 1285. 'Warner's'
Bonnets préformés en tricot
double. Blanc, beige.
34 à 36 A, 34 à 38 B,
34 à 36 C. Ord. \$15
Dessous mode, rayon 178



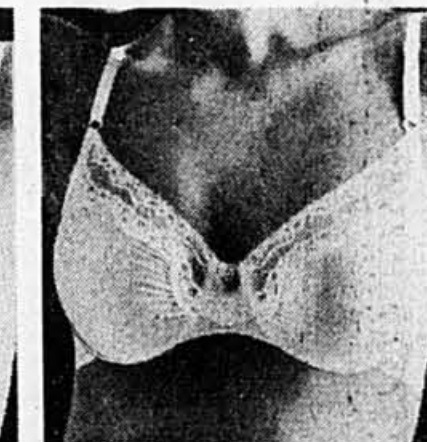
10⁷²

N° 1046. 'Warner's'
Tout extensible pour un
meilleur confort. Blanc, beige.
34 à 36 B, C, D. Ord. \$16



10⁰⁵

N° 1760. 'Vogue'
Pour le sport, en mélange de
coton toujours frais et
confortable. Blanc, chair.
34 à 38 B, 34 à 38 C,
34 à 38 D. Ord. \$15



10³⁸

N° 7210. 'Vogue Intimates'
À armature, sans couture et
très féminin. Blanc, chair.
34 à 38, B, C. Ord. 15.50

C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie



• Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h
• Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h
• Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Jardins Dorval 631-6741 • Centre Rockland 739-5521
• Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455



Imelda Marcos soigne ses fleurs

STEWART YAGGART
Associated Press
HONOLULU

Imelda Marcos soigne ses fleurs et fait la cuisine. Son mari, Ferdinand, l'ex-président philippin, éprouve des moments de nostalgie en regardant la mer.

Selon des voisins, le couple continue de recevoir dans la demeure qu'il occupe à flanc de colline, au-dessus de Honolulu.

Les Marcos, en exil depuis février, se sont installés la après avoir vécu plusieurs mois dans une maison louée sur le front de mer et un mois, sous forte protection, à la base aérienne américaine de Hickham.

Selon M. Marcos, qui, âgé de 69 ans, vient de subir une opération de la cataracte, le déménagement lui a été conseillé par les médecins, qui jugeaient qu'un air plus frais et une atmosphère plus calme lui étaient nécessaires.

Un mur de pierre et une grille d'entrée qui barre l'allée d'entrée dissimulent aux regards la maison blanche, de style espagnol, à un étage.

La demeure, décorée d'objets d'art asiatiques et orientaux et fleurie, possède une piscine et une pelouse ombragée par des banians.

Un arbre de Noël décoré a été dressé dans une des pièces et une crèche a été aménagée dans un coin de la pelouse.

Un matin récent, Mme Marcos, 57 ans, s'affairait à soigner des orchidées en pot, rangées sur des rayonnages qui, dit-elle, sont un cadeau.

« Enfin, je cultive de belles choses », a-t-elle déclaré à un visiteur.

Interrogée sur les rumeurs d'après lesquelles elle possédait d'innombrables et coûteuses paires de chaussures, Mme Marcos a répondu : « De grâce, on a dit tellement de mal de nous ».

Et elle a fait remarquer qu'elle avait aux pieds des chaussures qui coûtaient \$7. « J'ai été crucifiée parce que je recherchais la beauté. Certains pensent que beauté est frivolité. La beauté est un art. Je suis crucifiée parce que j'aime ce qui est beau. »

« Je ne pense qu'il y ait un être humain qui ait été autant privé de liberté de mouvement.

« Si l'on possède un peu d'argent, on dit que vous êtes corrompu. Mais ce n'est pas ce que les gens disent à votre sujet, c'est l'histoire qui vous jugera ».

Selon le gouvernement de Manille, M. Marcos et ses collaborateurs se seraient appropriés quelque \$10 milliards en 20 années de pouvoir.

Mme Marcos a ajouté qu'en plus du jardinage, elle faisait la cuisine pour ses collaborateurs, ses invités et ses réceptions.

À la question de savoir si elle aimait mieux cette maison que

celle située en bord de mer, Mme Marcos s'est montrée résignée. « Nous vivons là où nous sommes rejetés ».

M. Marcos, lui, apprécie particulièrement un belvédère dans un angle de la propriété. « On y domine la mer et ça me rappelle mon pays, dans le nord (des Philippines) ».

D'après leurs voisins, les Marcos vivent comme les autres habitants du quartier.

Un voisin a d'ailleurs déclaré avoir reçu un coup de téléphone de quelqu'un qui, pense-t-il, se trouvait chez les Marcos. Dans le fond, on entendait chanter. Le correspondant lui a demandé s'il reconnaissait l'air ou l'interprète.

« J'ai demandé si ce n'était pas la radio. Et l'homme, au bout du fil, m'a répondu: Non, c'est une voix comme on n'en entend qu'une par génération, c'est Imelda qui chante ».

PERÇAGE D'OREILLES

Faites percer vos oreilles rapidement et en toute sécurité, chez FIRST LADY pour seulement:

3,99 \$ Boutons en acier inoxydable
5,99 \$ Boutons en plaque or

Le perçage des oreilles est disponible à Rockland le samedi de 10h à 17h et aux heures régulières dans les autres magasins.

C'est moins cher que vous ne pensez à la Baie!

la Baie

Consommation

Alimentation

MERCREDI

Les résolutions du consommateur

PAR

JEANNE DESROCHERS

La Presse



Si vous n'avez pas reçu à Noël la fourrure de vos rêves, vous pourrez toujours la trouver à la Baie durant le Monde merveilleux des aubaines

RABAIS DE 10% À 40%



Un choix superbe de fourrures

Voici l'occasion de vous gâter. Mais faites vite si vous voulez profiter de nos prix du Monde merveilleux des aubaines. Enveloppez-vous d'une fourrure luxueuse et économisez de 10% à 40%. Choisissez parmi notre assortiment comprenant vison, raton laveur, coyote, renard et plusieurs autres fourrures. Gamme de tailles incomplète 6 à 18. Hâtez-vous pour avoir un meilleur choix.

Achats en magasin. Centre-ville de Montréal seulement.

Laissez-nous vous donner un avant-goût:

MANTEAUX DE VISON FEMELLE, ord. \$3999, **\$2999 ch.**
MANTEAUX DE RATON LAVEUR, ord. \$2299, **\$1799 ch.**
MANTEAUX DE RENARD, ord. \$1799, **\$1299 ch.**

Modèles exclusifs 'Revillon' à 25% DE RABAIS

Fourrures, rayons 152/156



C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie



• Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h
• Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Jardins Dorval 631-6741 • Centre Rockland 739-5521
• Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

la Baie